

Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

# Lutte contre le terrorisme au Sahel : cas du G5 Sahel

Nexus sécurité-développement / sécurité humaine

Autrice : SY Bassiè Mariam Cherifa

Promoteur : Tanguy Struye de Swielande

Lecteur : Liegeois Michel

Année académique : 2023 - 2024

Master en sciences politiques, orientation relations internationales, finalité  
spécialisée : diplomatie et résolution des conflits

### **Déclaration sur l'Honneur**

*« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhéré au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »*

SY Bassiè Mariam Cherifa.

## **Remerciements**

Pour la réussite de mon travail, mais aussi de mes années de master, mes remerciements les plus sincères vont à l'endroit de toutes les personnes qui, de près ou de loin, par leur soutien, prières, pensées et actions, ont contribué à la réalisation de cette partie de mes projets de vie. Je souhaite particulièrement remercier mes professeurs, notamment mon promoteur, Monsieur Tanguy Struye de Swielande, qui n'a ménagé aucun effort pour m'accompagner dans tout le processus de la réalisation du mémoire. Merci pour vos conseils, votre disponibilité et votre accompagnement tout au long de mon travail.

Je remercie également :

L'Université Catholique de Louvain la Neuve pour m'avoir ouverte ses portes et de m'avoir permis d'apprendre, de découvrir et de murir. J'ai passé une partie de mes beaux moments d'études au sein de cette université, rencontré de personnes exceptionnelles, profité de connaissances dispensées par de merveilleux enseignants.

Je fais une mention spéciale à mon père qui, depuis toujours, a été d'un soutien moral, financier, mais aussi intellectuel. Je voudrais lui témoigner toute ma reconnaissance et mon amour. Je dédie tous mes accomplissements et réalisations à mes proches et à ma Famille.

## **Table des matières**

<b>Introduction .....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre 1 : Création de G5 Sahel.....</b>	<b>8</b>
<b>1. Contexte de création.....</b>	<b>11</b>
1.1. Causes de l'insécurité et de la recrudescence du terrorisme.....	11
1.2. Terrorisme au Sahel.....	13
<b>2. G5 Sahel.....</b>	<b>16</b>
2.1. Création et organisation du G5 Sahel.....	17
2.2. Nexus sécurité-développement/ sécurité Humaine .....	21
<b>Chapitre 2 : Analyse des actions et mécanismes de lutte contre le terrorisme par le G5 Sahel.....</b>	<b>26</b>
<b>1. Force Conjointe du G5 Sahel .....</b>	<b>26</b>
1.1. Défis et stratégies de la Force Conjointe du G5 Sahel .....	29
1.2. Analyse des actions de la Force Conjointe du G5 Sahel .....	33
<b>2. Développement / résilience et gouvernance .....</b>	<b>36</b>
2.1. Partenaires et partenariats du G5 Sahel .....	39
2.2. Analyse des actions de développement du G5 Sahel .....	44
<b>Chapitre 3 : Analyse des causes de l'échec du G5 Sahel et perspectives .....</b>	<b>48</b>
<b>1. Difficultés rencontrées par le G5 Sahel.....</b>	<b>48</b>
<b>2. Analyse de l'échec du G5 Sahel.....</b>	<b>54</b>
<b>3. Perspectives .....</b>	<b>57</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>59</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>62</b>

## **Liste des abréviations**

**AQMI** : Al-Qaïda au Maghreb Islamique

**BAD** : Banque Africaine de Développement

**BM** : Banque Mondiale

**CAPI** : Cadre d'Actions Prioritaires Intégré

**CDS** : Comité de Défense et de Sécurité

**CEDEAO** : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

**Cellrad** : Cellule régionale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent

**CEMGA** : Chef d'Etat-major Général des Armées

**CM-G5S** : Conseil des Ministres G5 Sahel

**CSAMAP** : Centre Sahélien d'Analyse des Menaces et d'Alerte Précoce

**DGPN** : Directeur Général de la Police Nationale

**ECOMOG** : Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO

**EIGS** : Etat Islamique du Grand Sahara

**EI Sahara** : État Islamique Sahara

**EUCAP Mali** : Mission Civile de Gestion de Crise de l'Union Européenne au Mali

**EUCAP Niger** : Mission Civile de Gestion de Crise de l'Union Européenne au Niger

**EUTM Mali** : Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali

**FLM** : Front de Libération du Macina

**FMI** : Fonds Monétaire International

**FMM** : Force Multilatérale Mixte

**GIA** : Groupe Islamique Armé

**GAR-SI** : Groupes d'Action Rapide, de Surveillance et d'Intervention

**HCDH** : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

**JNIM** : Jama'at Nustrat al Islam Wal Muslimin

**MINUSMA** : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali

**MISAHÉL** : Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel

**MNLA** : Mouvement National de l'Azawad

**MUJAO** : Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest

**ODD** : Objectifs de Développement Durable

**OIM** : Organisation Internationale pour les Migrations

**OMCT** : Opérations Militaires Conjointes Transfrontalières

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**PAREJ** : Projet d'Appui à la Résilience des Jeunes

**PATI** : Projet d'Aménagement Territorial Intégré

**PC** : Poste de Commandement

**PCMS** : Plateforme de Coopération en Matière de Sécurité

**PDU** : Programme de Développement d'Urgence

**PIP** : Programme d'Investissements Prioritaires

**PMCT** : Partenariat Militaire de Coopération Transfrontalière

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**PSDC** : Politique de Sécurité et de Défense Commune

**PTF** : Partenaires Techniques et Financiers

**SP-G5S** : Secrétariat Permanent du G5 Sahel

**SDS** : Stratégie de Défense et de Sécurité

**UA** : Union Africaine

**UE** : Union Européenne

**UEMOA** : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

**UCCI** : Union des Chambres de Commerce et d'Industrie

**UNOWA** : Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

## Introduction

Le terrorisme est, aujourd'hui, un des plus grands défis auquel fait face le monde. Il concerne plusieurs pays, dont particulièrement ceux du Sahel. Pourtant, jusqu'à ces dernières années, ces pays étaient épargnés, mis à part les cas isolés du Mali et du Nigéria.

Concernant spécifiquement le Mali, le phénomène du terrorisme s'y est développé dès le début des années quatre-vingt-dix. Les principales raisons de son développement sont la montée du wahhabisme dans la région, la guerre civile de 2011 en Libye, les besoins socio-économiques des populations du Sahel, les trafics en tous genres (armes, drogues, êtres humains ...) (OCDE, 2013).

Il faut également dire que l'éloignement des populations des centres de gouvernance, celles habitant les zones frontalières en l'occurrence, fait qu'elles sont souvent délaissées ou pas assez prises en compte dans les politiques de développement. Aussi, certaines ethnies, Touaregs, peuhls, se sentent beaucoup marginalisées dans ces États sahéliens. Ces situations sont de nature à rendre plus audibles les discours radicaux des groupes terroristes (États Islamiques ...) qui, par ailleurs, utilisent la religion comme moyen pour attiser la montée en puissance du phénomène du terrorisme (Châtaigner, 2019), (OCDE, 2013).

Un phénomène qui n'est cependant pas évident à définir. À ce propos, Pierre-Alain (2014) affirmait que le terrorisme est l'utilisation réelle de la force et de la violence illégales par un acteur non étatique pour atteindre un objectif. En outre, d'autres analystes trouvent que, le radicalisme religieux, notamment islamiste, ne serait pas la cause, mais la réponse que les radicaux trouvent à un malaise et un sentiment d'exclusion socio-économique (Atelier du G5 Sahel, 2018), (. Pour les pays membres du G5 Sahel, le terrorisme est le « produit » et la radicalisation (religieuse, idéologique, politique, personnelle) le « processus » (Atelier du G5 Sahel, 2018), (Conti, 2021).

Ces différents facteurs ont contribué à l'expansion et à la naissance de plusieurs groupes terroristes et affiliés qui, ont ensuite essaimé au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. C'est ainsi que pour faire face à la menace, ces trois pays, en plus du Mali et de la Mauritanie, ont convenu de la création du G5 Sahel (Châtaigner, 2019), (OCDE, 2013).

Créé le 16 février 2014, le G5 Sahel a pour objectifs de lutter contre toutes les formes d'insécurité dues au terrorisme et au grand banditisme, en alliant la sécurité et le développement, d'où l'avènement du nexus sécurité-développement (Antil, 2020). Le constat selon lequel les crises sécuritaires entraînent des conséquences négatives sur le développement

et que le développement peut être à l'origine de conflits ont conduit au rapprochement des deux domaines (Desgrais, 2019).

Le nexus sécurité-développement prend en compte la défense et sécurité, la résilience et développement humain, la mise en place d'infrastructures et la gouvernance à l'intérieur des cinq pays que constitue le G5 Sahel (Alliance Sahel, 2020). Tenant compte des aspects sur lesquels le G5 Sahel a opté de porter la lutte, nous avons choisi la sécurité Humaine comme grille d'analyse de notre travail, en ce sens qu'elle est multisectorielle et prend en compte de nombreux pans de la vie des individus notamment, toute situation qui menace la vie de l'individu (maladie, pauvreté, conflits ...). À la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux USA, on peut s'accorder, avec Battistella, que la vision de sécurité de base (celle des réalistes) présente des limites, car l'insécurité n'est plus due à un conflit d'un pays à un autre, mais de groupes ou d'individus qui menacent la sécurité des États (Battistella et al. 2019). Le terrorisme met donc en avant une nouvelle manière d'appréhender la sécurité ainsi qu'une nouvelle manière de la combattre. Les conflits qui en résultent sont infra-étatiques et asymétriques. Joseph Henrotin (2014) parle de guerres hybrides. La sécurité humaine comme théorie permettrait de voir tous les aspects qui causent l'insécurité des populations et qui contribuent à l'expansion du terrorisme au Sahel, tout en prenant en compte tous les domaines qu'explorent et peuvent explorer les pays du G5 Sahel pour résoudre la crise de façon systémique, intégrée et inclusive (Basty, 2008), (Hakan, et Emerant, 2021).

La sécurité humaine vise à ce que tous les aspects de la vie des individus qui peuvent être une source d'insécurité (l'économique, l'alimentaire, le sanitaire, l'environnemental, le personnel, le communautaire et le politique) (Battistella et al. 2019), soient réglés et pris en compte avec toutes les différentes couches de la société. Dans le cas précis de la lutte contre le terrorisme au Sahel, le G5 Sahel compte également sur les partenaires régionaux et internationaux (les Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les États-Unis, la France...) pour l'accompagner.

Basée sur le concept de la sécurité humaine, la lutte contre l'insécurité de l'organisation s'articule autour de deux aspects, la sécurité, avec la création de la Force Conjointe du G5 Sahel en 2017 (branche militaire de l'institution) et les projets de développement (résilience, gouvernance, infrastructure, humanitaire ...). Les pays membres et leurs partenaires se sont mobilisés pour arriver à résoudre le problème, greffé à des difficultés, tels les problèmes de politiques internes des États, les difficultés institutionnelles de l'organisation et d'autres aspects qui ont rendu difficile la dynamique de la coopération régionale (Châtaigner et Chevalier,

2019). Si les pays du G5 Sahel parviennent à répondre aux exigences de leur défi ultime à savoir allier le développement avec la sécurité dans leur contexte actuel (terrorisme, grand banditisme, trafics, instabilité politique, économique et social) avec leurs collaborateurs ; alors, le G5 Sahel avec sa vision du nexus sécurité-développement sont la réponse à la problématique de la crise Sahélienne.

De ce défi, quelle analyse pouvons-nous faire des mécanismes de lutte contre le terrorisme par le G5 Sahel et ses partenaires sous l'angle de la sécurité Humaine ? Et quelles alternatives restent aux pays membres du G5 Sahel face à l'échec de la gestion de la crise au Sahel ? Nous prendrons en compte l'organisation elle-même, sa vision, ses objectifs, ses partenaires et partenariats, ses réussites, ses échecs et ses difficultés.

Nous souhaitons que notre travail puisse répondre aux questions suivantes :

- ✚ Qu'est-ce que le G5 Sahel, comment, pourquoi, et par qui il a été mis en place ?
- ✚ Quelles sont les stratégies de défense de l'organisation et comment se traduisent-elles sur le terrain ?
- ✚ Quels sont les partenariats dont dispose le G5 Sahel pour parvenir à ses fins ?
- ✚ Quelle analyse pouvons-nous faire de la gestion de la crise par l'organisation et ses partenaires ?
- ✚ Enfin, quelles propositions et quel regard pouvons-nous poser sur l'échec de la gestion de la crise par le G5 Sahel ?

Dans l'ossature de notre travail donc, nous présenterons dans le premier chapitre, le contexte de création du G5 Sahel, ses institutions et sa vision, la grille d'analyse de notre travail ayant pour trame la sécurité humaine.

Le deuxième chapitre aborde le cœur de notre travail puisque nous allons procéder à la présentation de la branche militaire et des partenaires du G5 Sahel, avant d'analyser concrètement les actions mises en place par l'organisation au niveau de ses deux pans, militaire et développement.

Dans le troisième et dernier chapitre, nous analyserons les raisons de l'échec du G5 Sahel, tout en abordant les perspectives possibles pour les pays membres.

L'analyse de notre travail est le fruit de recherches et de documentations variées (scientifiques, livresques, de presse, déclarations officielles, documents législatifs...).

## Chapitre 1 : Création de G5 Sahel

### 1. Contexte de création

#### 1.1. Causes de l'insécurité et de la recrudescence du terrorisme

Le développement du terrorisme au Sahel est la résultante d'une combinaison de plusieurs éléments qui ont conduit, permis et facilité d'une part l'installation et d'une autre part l'expansion des groupes armés terroristes et de leurs ramifications.

Ainsi, la crise au nord du Mali résulte de plusieurs facteurs de long terme. Il s'agit du développement des activités terroristes dans la région et de l'impact des affrontements militaires avec les terroristes algériens, appartenant au Groupe Islamique Armé (GIA) pendant la « *décennie noire* », le développement peu à peu du wahhabisme, de la survenue de la guerre civile libyenne de 2011 mais, aussi, des besoins socio-économiques persistants de la population, l'autonomie du peuple touareg, notamment par rapport à Bamako, en sont entre autres, les facteurs (Châtaigner, 2019), (OCDE, 2013). L'autonomie du groupe Mouvement National de l'Azawad (MNLA) et l'afflux d'armes et de combattants en provenance de Libye ont contribué à la rébellion de janvier 2012 dans le nord du Mali et à la crise sécuritaire actuelle.

Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Boko Haram ont chassé le MNLA et pris le contrôle des zones du nord, notamment des villes et des aéroports (OCDE, 2013, P. 90), (Olawale et Alagaw, 2018). L'ampleur islamiste transnationale de cette crise sécuritaire a transformé une situation antérieure en un problème nouveau et extrêmement complexe, pour le Mali d'abord et pour l'ensemble de la région du Sahel ensuite.

Un tournant s'est produit lorsque les combattants Touaregs ont quitté la Libye en octobre 2011, après la mort du Président Kadhafi. Pendant la guerre civile libyenne, plus de 200 000 ressortissants ouest-africains ont fui le pays. En décembre 2011, 11 230 migrants ont quitté la Libye et sont rentrés au Mali, notamment des mercenaires Touaregs qui constituaient la base de la rébellion. La situation instable en Libye a également conduit au vol d'armes non sécurisées et au flux important d'armes légères et lourdes le long des routes de contrebandes du Sahel vers les pays voisins (OCDE, 2013, P. 93).

L'augmentation du trafic d'armes dans la région a permis à des groupes, tel qu'AQMI de développer leurs capacités militaires. Les raisons en sont l'incompétence des programmes

gouvernementaux de désarmement, la corruption généralisée et le détournement de stocks publics volés ou dispersés après l'effondrement de certains pays (indid).

Les États du G5 Sahel ont du mal, de façon isolée, à contrôler leurs frontières. Les zones désertiques sont vastes, la densité de population est extrêmement faible et les moyens de sécurité sont insuffisants. La porosité des frontières facilite donc le développement des trafics en tout genre et du terrorisme transfrontalier.

Il faut également noter, la corruption et le clientélisme qui gangrènent les différentes administrations gouvernementales, elles manquent également des ressources humaines et matérielles, ce qui permet, voire facilite le trafic d'armes, d'êtres humains, de cigarettes, de drogue, et de médicaments de se développer entre les différents États (Châtaigner, 2019).

Les populations ont au fil des années perdu confiance envers les instances de gouvernance et les gouvernements qui n'ont donc plus le soutien de leurs citoyens. Ils ressentent l'abandon et l'ignorance des autorités qu'ils jugent corrompues, incapables de mettre en œuvre des services judiciaires et de garantir des services essentiels tels que la santé, l'éducation ou la sécurité. Le développement de la région a été ralenti par les ajustements structurels exigés par la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, ce qui a contraint les États à réduire considérablement les dépenses liées à l'éducation, à la santé et aux services sociaux de base. Un niveau élevé de pauvreté qui affecte environ quarante pour cent de la population de la région s'est établi et facilite le recrutement de membres dans les groupes terroristes (Châtaigner, 2019).

De plus, le développement, au cours de ces dernières années, des frustrations nées de conflits entre certaines communautés que les gouvernements n'ont pas pu régler, permettent aux groupes terroristes de s'en servir. En effet, selon Le Roux (2020), les vols de bétail aux frontières du Mali et du Niger créent des conflits entre les populations Touaregs qui sont nomades et les bergers Peulhs. Alors, l'EIGS<sup>1</sup> utilise la colère provoquée par les vols de bétail, pour accentuer les rivalités entre ces deux peuples. Cette rivalité croissante entre ces communautés renforce l'insécurité dans ces régions depuis plusieurs années. Le FLM<sup>2</sup>, quant à lui, a également exploité les rancœurs et les frustrations historiques locales pour exploiter les divisions sociales existant entre Peulhs et d'autres groupes locaux, tels que les Bambaras et les Dogons. Ces reproches dont certains évoquaient des conflits anciens, ont été exploités par le

---

<sup>1</sup> EIGS (Etat Islamique du Grand Sahara).

<sup>2</sup> FLM (Front de Libération du Macina).

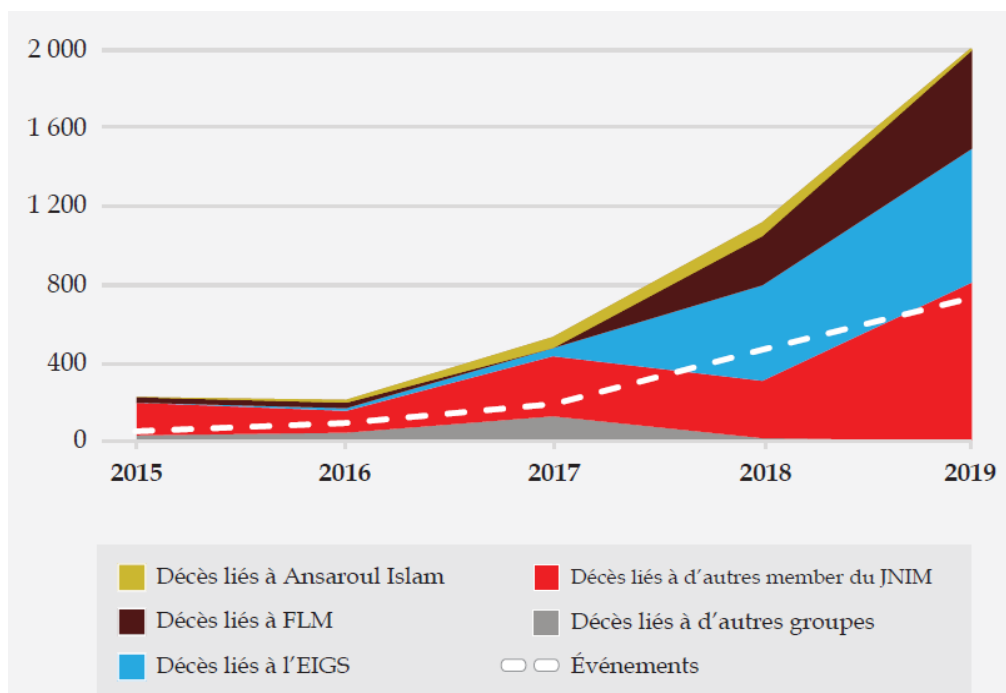
FLM et ont évolué vers des affrontements interethniques, et, dont les États n'ont pas trouvé des solutions (indid).

Pour finir, les pays du Sahel se caractérisent par une population jeune. La moitié a moins de 15 ans. Ces jeunes se heurtent au manque de travail, mais surtout, de perspectives dans des pays où le chômage ne cesse de croître (Châtaigner, 2019).

## 1.2. Terrorisme au Sahel

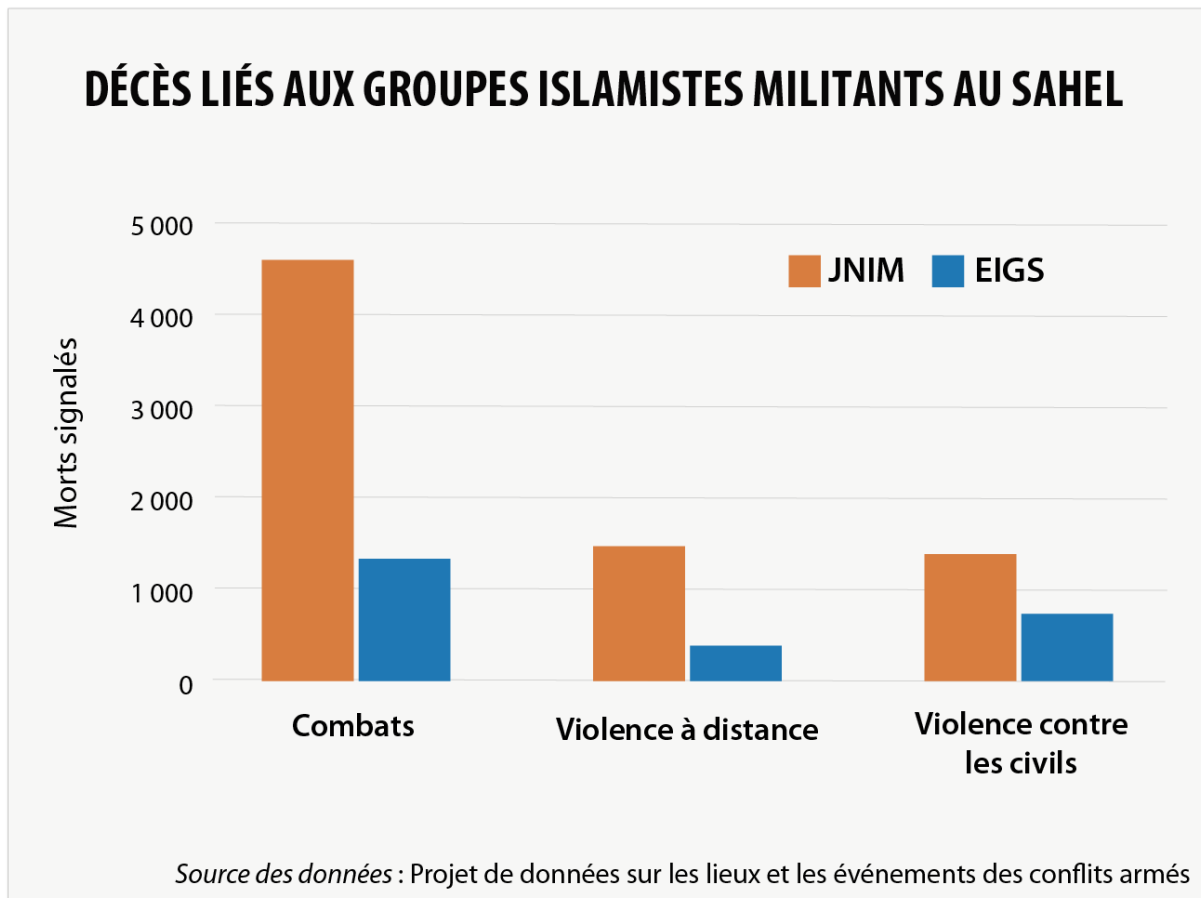
On distingue plusieurs groupes terroristes présents dans le Sahel, Jama'at Nustrat al Islam Wal Muslimin (JNIM) ; Ansar Dine ; Front de Libération du Macina (FLM) ; Katiba Serma ; Al Mourabitoun ; Asaroul Islam ; Katiba Salahedine ; État Islamique du Grand Sahara (EIGS) devenu Etat Islamique Sahara (EI Sahara). S'agissant d'Al-Quaïda et de l'État Islamique, beaucoup des groupes leur sont affiliés, comme EI Sahara avec l'État Islamique, JNIM avec Al-Quaïda. Il y a également des groupes non affiliés, (Le Roux, 2020), (Nsaibia, 2023).

**Figure 1 : Activités militaires des grands groupes terroristes au Sahel**



Source : Le Roux, 2020.

**Figure 2 : Décès liés aux activités militaires des grands groupes terroristes au sahel**



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2023.

Les attaques terroristes sont principalement menées par le FLM, EI Sahara (EIGS), Ansaroul Islam et JNIM comme l'indiquent les images ci-dessus. Les groupes terroristes en opérant au Sahel font usage de tactiques asymétriques, avec une étroite coordination dans leurs actions, afin d'avoir plus d'impact et de faciliter leur infiltration dans les localités, mais aussi dans les recrutements de membres, ils travaillent à intensifier les frustrations de la population locale et les différences intercommunautaires et incitent à l'antigouvernementalisme au sein des communautés marginalisées (Le Roux, 2020). Ces trois groupes sont responsables de plus d'un tiers des attaques et violences terroristes dans le centre du Sahel, notamment entre le Burkina, le Mali et le Niger, (indid).

L'on constate que L'EI Sahara et son rival d'Al-Qaïda, Jama'at Nustrat al Islam Wal Muslimin (JNIM) sont les plus présents en termes d'attaques dans la région du Sahel. Ils opèrent la plupart du temps dans la zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina, à savoir la Zone du Liptako-Gourma (Nsaibia, 2023).

Le Tchad et la Mauritanie font principalement face à des groupes tels que Shebabs, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Boko Haram, et Daeche (Calenda, 2017). La Mauritanie est le pays le moins atteint par les attaques terroristes ces dernières années.

Les groupes terroristes exploitent les frustrations locales et les intègrent dans leurs discours dans le but de faciliter le recrutement de leurs membres. Ils se basent sur une certaine marginalisation réelle ou perçue de certaines communautés afin d'accentuer la cassure ou de créer une cassure entre la population et le gouvernement (Le Roux, 2020). Ces discours ciblent dans la grande majorité les jeunes des communautés marginalisées ou isolées, cherchant des voies et moyens pour sortir des difficultés qu'ils rencontrent, exploitant ainsi leur sentiment d'injustice et le profond ressentiment à l'égard du gouvernement (indid).

Dans le cas d'Ansaroul Islam, comme dans celui du FLM, leurs dirigeants, par leur engagement et leur charisme, leur idéologie structurante, ont permis de toucher de plus en plus de personnes et d'attirer de nouveaux adeptes (Le Roux, 2020). Amadou Kouffa, fondateur et à la tête du FLM s'est radicalisé lors de ses différents voyages et a établi des contacts avec des personnes qui ont des discours et une vision radicale de la religion islamique (Le Roux, 2020). Il est également à la base de la radicalisation d'Ibrahim Malam Dicko, qui par la suite a fondé Ansaroul Islam au Burkina Faso, (indid).

La radicalisation (religieuse, idéologique, politique ou personnelle) se tourne vers les plus jeunes en quête d'identité et de repaires et qui parfois font face à de grosses difficultés. Certains observateurs considèrent que l'islam ne serait pas la cause du radicalisme, mais plutôt la réponse qu'ils trouvent à un malaise et un sentiment d'exclusion socio-économique (Atelier du G5 Sahel, 2018), (Conti, 2021).

Les épisodes de violences au Sahel ont considérablement augmenté et ont rapidement doublé chaque année entre 2015 et 2019 par rapport aux autres pays du continent (Le Roux, 2020). La crise sécuritaire dû aux actes des groupes armés terroristes ont causé l'augmentation du nombre des victimes en 2019 par exemple, les pays du Sahel sont passés de 225 à 2000 victimes avec environ 700 incidents violents (indid). Des milliers de personnes se sont vues contraintes de quitter leurs lieux d'habitats, à savoir 900 000 personnes et plus de 500 000 individus rien qu'au Burkina Faso (Le Roux, 2020).

L'augmentation de l'insécurité, à savoir le trafic de drogues, le trafic d'êtres humains et d'organes, les migrations et les déplacements de populations, et les attaques des groupes

terroristes en particulier dans le Sahel, ont entraîné, la mise en place d'institutions afin de mutualiser les efforts pour trouver des solutions. C'est ainsi qu'est né le G5 Sahel. Les pays qui le constituaient ont voulu aussi prendre en compte, le fait que la sécurité va de pair avec le développement. Ils ont, de ce fait, voulu, créer une alliance de sécurité pas uniquement centré sur le tout militaire mais également sur le développement.

## 2. G5 Sahel

**Figure 2 : Logo du G5 Sahel**



Source : G5 Sahel.org.

Créé le 16 février 2014 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, le G5 Sahel est une organisation intergouvernementale de lutte contre le terrorisme, les trafics transfrontaliers et de répondre aux besoins des populations frontalières. Il représente un cadre de coopérations qui allie sécurité et développement (Tisseron, 2015, P. 1), (Kwasi et al. 2019). Organisation sensée répondre à la détérioration de l'environnement sécuritaire, il doit apporter des solutions aux problèmes de sécurité, en combinant des mesures coercitives avec des actions de développement pour s'attaquer aux causes profondes de la violence ; à cet égard, le G5 Sahel s'inscrit dans une approche « sécurité-développement » (Antil, 2020).

Les pays du G5 Sahel déploient des efforts particuliers dans les zones périphériques ainsi que dans la gestion commune des frontières, arguant du manque de présence nationale sur certains territoires et de la nécessité d'une plus grande coopération entre les pays (indid). La mise en place de ce cadre institutionnel a pour objectif de parvenir à faciliter la coopération entre les différents pays de façon efficace sur quatre principaux points :

- 1) les domaines de la défense et de la sécurité, et cela, en luttant contre d'une part le terrorisme et d'autre part notamment dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé dans ses différents pays membre ;

- 2) le deuxième point se consacre à la résilience et développement humain pour accompagner les populations touchées par la crise et parfois délaissées dans les programmes de développement ;
- 3) le troisième traite des projets d'infrastructures qui manquent terriblement aux populations ;  
et
- 4) le dernier aspect, celui de la gouvernance pour rapprocher les populations de leurs gouvernements et améliorer leurs rapports aux politiques (Alliance Sahel, 2020).

Les missions ci-dessus iront de pair avec d'intenses activités diplomatiques au sein de la sous-région et avec plusieurs projets visant à structurer le travail du G5 Sahel ; c'est le cas par exemple de la Force Conjointe qui est le volet armé de l'organisation, avec pour but de combattre non seulement le terrorisme, mais également la criminalité transfrontalière dans le Sahel (indid).

### 2.1. Création et organisation du G5 Sahel

L'organisation intergouvernementale du G5 Sahel se définit comme étant, Un système institutionnel pour coordonner, suivre et accompagner la coopération régionale (G5 Sahel, 2014), dans le domaine du développement, de la gouvernance et de la lutte contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne (Desgrais, 2018).

Les États membres du G5 Sahel se basent sur les avantages politiques de la création d'une organisation régionale qui se rassemble autour du nexus sécurité-développement, qu'ils ont érigé en doctrine. L'imitation de ce principe a pour but d'une part de se rapprocher de la vision des bailleurs de fonds, notamment l'Union Européenne mais aussi de lutter efficacement contre le terrorisme (Touré, 2021).

De ce fait, les Nations Unies, à travers le bureau d'Afrique de l'Ouest (UNOWA) a élargi et renforcé son soutien envers l'organisation. Il s'agit d'un appui technique à la mise en place de neuf projets, principalement dans la gouvernance, la sécurité et la résilience. Ainsi, le G5 Sahel adopte une stratégie basée sur deux piliers, le premier étant de maintenir la souveraineté territoriale des États et prendre, ensemble, une démarche ferme pour garantir la sécurité dans l'espace sahélien et le second est la nécessité de lutter contre la pauvreté par le développement (G5 Sahel, 2014), (Touré, 2021).

Le 2 juillet 2017, la Force Conjointe militaire du G5 Sahel est officiellement établie par un sommet extraordinaire des cinq États, et ce, après l'autorisation du conseil de sécurité du 21

juin 2017. La Force sera soutenue par un déploiement de casques bleus de l'Organisation des Nations Unies (ONU) déjà basés au Mali, qui seront chargés de fournir un support logistique et opérationnel aux forces combinées et sont placés sous le commandement du général Malien Didier Dacko, (OCDE, 2018). La branche militaire du G5 Sahel doit compter dans ses rangs 5 000 Hommes qui seront répartis en bataillons (sept bataillons regroupés entre trois groupes c'est-à-dire trois fuseaux Est – Centre – Ouest), (indid). Le budget pour son opérationnalisation est de 450 millions d'euros qui serviront à la mise en place des postes ses commandements, à l'équipement des bataillons et au fonctionnement durant une année de la Force (OCDE, 2018).

L'organisation a pour mission de couvrir la vaste bande de 50 kilomètres autour des frontières de ses États membres, plus particulièrement celles du Liptako-Gourma, regroupant la région des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, où est concentrée la majorité des attaques terroristes (Amsili, 2020).

La convention portant création du G5 Sahel met en place cinq organes qui déterminent l'architecture de l'organisation transnationale.

- ✚ La Conférence des chefs d'État : il s'agit de l'« *organe suprême du G5 Sahel* », c'est celui qui prend les décisions, qui assure la tutelle politique et qui donne les grandes orientations et options en matière de stratégies. Tous les ans, la Conférence des chefs d'État se réunit en session ordinaire. Des sessions extraordinaires peuvent être organisées sur la demande de la présidence ou de plusieurs États, (G5 Sahel, 2014).

La participation et l'implication des chefs d'États permet à l'organisation d'avoir une certaine crédibilité au niveau international, mais également, permet de faciliter la recherche par l'organisation de financements, d'accompagnement dans la mise en œuvre de projets et de collaborations avec d'autres organisations ou États. Mais d'un autre côté, plusieurs décisions ont été prises par la conférence (la mise en place de la Force Conjointe du G5 Sahel) sans la prise en compte des ministres et des experts, ce qui pourrait sur le long terme créer des difficultés dans l'efficacité du G5 Sahel, car l'approche « *top down* » ne prend pas souvent en compte la réalité du terrain (Desgrais, 2019).

- ✚ Le Conseil des ministres (CM-G5S) : représente l'organe de mise en œuvre de la politique du G5 Sahel, définie par la Conférence des chefs d'États. Il assure donc le « *pilotage et l'impulsion stratégique* » et ce sont les ministres en charge du développement qui s'occupent de cet organe, avec parfois la contribution d'autres ministres dans d'autres secteurs pour des travaux. L'organe se réunit deux fois par an

et peut se réunir en session extraordinaire, les décisions sont prises par consensus, (G5 Sahel, 2014).

Ses missions consistent à :

- ✚ Assurer la mise en œuvre des instructions de la Conférence des chefs d'État ;
- ✚ Emettre des suggestions à la Conférence concernant toute action visant à atteindre ses objectifs ;
- ✚ Désigner le Secrétaire permanent et les principaux responsables ;
- ✚ Instituer et mettre en place son règlement interne ;
- ✚ S'accorder sur l'organisation et le statut du personnel du Secrétariat permanent.
- ✚ Entériner les plans et projets de travail et le budget ;
- ✚ Effectuer toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence des chefs d'État (G5 Sahel, 2014), (Wathi, 2017).

Le Conseil des ministres dépend très fortement des contributions de Etats membres et des collaborateurs, ce qui fragilise et ralentit son travail. Plusieurs arriérés de contributions ont été notés, notamment avec le Tchad et le Niger, et le Mali et la Mauritanie étant les pays qui sont le plus souvent à jour de leurs contributions (Desgrais, 2019).

- ✚ Le Secrétariat permanent du G5 Sahel (SP-G5S) : est un organe d'exécution. En effet, il est chargé d'exécuter les décisions prises par le Conseil des ministres et est sous son autorité, (G5 Sahel 2014). Il est composé de 20 personnes, le Conseil des ministres a privilégié une organisation simple qui ne sera pas budgétivore et le mandat du Secrétaire permanent est de 4 ans renouvelable une fois, (Desgrais, 2019). Néanmoins, la majorité de son budget se retrouve malheureusement plus dans son fonctionnement administratif que dans la mise en œuvre et le suivi de projets, ce qui démontre l'immensité de la demande des projets en termes de dépenses que le Secrétariat ne possède pas (Desgrais, 2019).
- ✚ Le Comité de Défense et de Sécurité (CDS) : est composé des chefs d'États-majors et de responsables désignés pour les questions de sécurité par les États membres (G5 Sahel, 2014). En 2015, le Conseil des ministres du G5 Sahel adopte le règlement qui statue sur la mission, la composition et le fonctionnement du CDS (Desgrais, 2019). Le CDS s'est

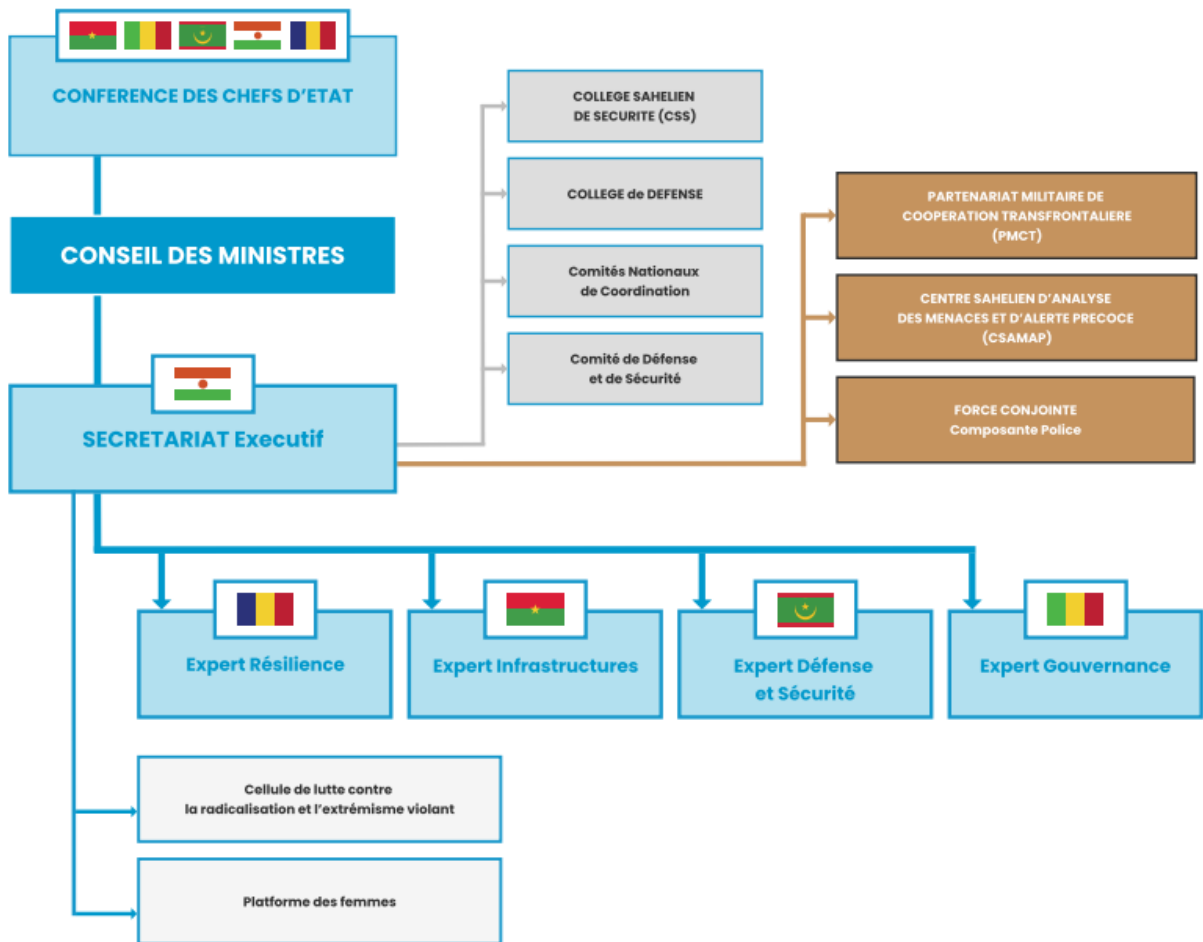
développé au fil du temps à travers la mise en place du Partenariat Militaire de Coopération Transfrontalière (PMCT), de la Plateforme de Coopération en Matière de Sécurité (PCMS) et enfin, par l'opérationnalisation de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) (indid).

Le CDS est devenu peu à peu un lieu de décision pour le CM-G5S. En raison de la particularité et de la technicité des projets de Défense et de Sécurité, ainsi le Comité se réunira à plusieurs reprises sous forme de « *comité restreint Défense* » ou « *comité restreint Sécurité* », le premier rassemblant exclusivement les chefs d'État-major généraux des Armées (CEMGA) et le second, les Directeurs généraux de la Police Nationale (DGPN) (Desgrais, 2019).

✚ Les Comités Nationaux de Coordination (CNC) des Actions du G5 Sahel : créés et mis en place dans chacun des pays membres. Ils sont composés d'experts de secteurs d'interventions spécifiques et les présidents des CNC sont les points focaux sur le plan national du G5 Sahel, (G5 Sahel, 2014), (Desgrais,2019). Ils répondent du Secrétariat permanent mais sont placés sous la tutelle des ministres en charge du Développement (indid).

Le fonctionnement du G5 Sahel et de ses organes va demander au fil du temps, ainsi que de la réalité du terrain, de l'adaptation face à l'ampleur du problème, la grandeur du terrain d'opérations et l'ambition de jumeler sécurité et développement.

**Figure 2 : Organigramme du Secrétariat permanent du G5 Sahel.**



Source : G5 Sahel.org.

## 2.2. Nexus sécurité-développement/ sécurité Humaine

Ces dernières années, la scène internationale a vu émerger le rapprochement entre les concepts de développement et de sécurité, pour former ainsi une certaine relation entre eux aboutissant ainsi au concept de sécurité Humaine.

Utiliser pour la première fois par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 1994, « la sécurité Humaine » prend en compte plusieurs aspects de la vie des individus et qui constituent leur sécurité au sens large à savoir : la sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique (Battistella et al, 2019).

Les compétences et les ressources de plusieurs acteurs, tels que le système des Nations Unies, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les communautés locales, sont

nécessaires pour assurer la sécurité humaine. En collaborant, ces divers acteurs exploitent leurs atouts respectifs et les synergies déjà présentes (Nations Unies, 2017).

La sécurité humaine et la sécurité dans un pays sont donc deux concepts interdépendants qui se complètent et se renforcent entre elles. La sécurité d'une nation ne peut être assurée sans la sécurité Humaine, et vice versa. Mais il s'agit d'un concept plus général si la sécurité Humaine présuppose aussi des institutions dynamiques et stables, (Basty, 2008).

Dans cette compréhension de la sécurité, le centre (de sécurité) passe des États vers les individus. Le problème ne se situe pas seulement au niveau des États menacés de l'extérieur par d'autres États, mais aussi des populations menacées par des crises internes, par leurs dirigeants ou par des groupes organisés (Hakan, et Emerant, 2021). La sécurité humaine ferait donc écho aux notions de conflits violents dans leurs différentes formes telles que le crime organisé, le grand banditisme, les guerres et le terrorisme qui compromettent en général la sécurité des populations.

Étant donné qu'elle appréhende les conflits de manière multisectorielle, en ne limitant pas l'analyse des conflits à une cause unique, la réponse qu'apporte la sécurité humaine pour la protection des citoyens est *de facto* de manière systémique et intégrée. Avoir un regard sur les conflits terroristes à travers, le prisme de la sécurité humaine reviendrait de ce fait à se préoccuper de tous les aspects que le terrorisme peut engendrer comme insécurité, mais aussi, c'est se préoccuper des groupes vulnérables et mettre en pratique la protection des droits de l'homme. (Basty, 2008). La sécurité humaine avec tous les aspects qu'elle englobe, demande donc beaucoup de ressources et nécessite l'implication de plusieurs acteurs aussi bien nationaux qu'internationaux, (États, civils, ONG, institutions ...) qui travailleraient ensemble, afin d'assurer le bien-être des individus.

C'est pour cette raison que les cinq États du G5 Sahel ont choisi d'opter pour une gestion collective et globale du conflit auquel ils font face dans la région, et ce, avec l'accompagnement de différents acteurs internationaux. Cet élargissement de la sécurité à la sécurité humaine développé par l'école de Copenhague, permet d'appréhender les défis sécuritaires sur une plus grande échelle en vue de les résoudre et, en faisant en sorte de régler les causes et les conséquences.

C'est dans cette même vision que s'organise la lutte contre le terrorisme au sein du G5 Sahel. Il faut noter que l'émergence de ce concept coïncide avec l'évolution du concept de sécurité

(sécurité humaine) qui englobe plusieurs facteurs en vue d'assurer l'épanouissement de l'individu seul (Desgrais, 2019).

Les réalistes proposent une vision monopolistique de la sécurité, axée sur les États et leurs survies dans l'environnement anarchique qui les entoure, (indid). La portée des menaces à la sécurité s'est élargie au-delà des menaces posées par un pays à un autre, de sorte que la répression actuelle des gouvernements contre leurs propres citoyens, les risques climatiques et même les conflits entre différents groupes humains sont également pris en compte, l'objet de la sécurité passe de l'État à l'individu (Desgrais, 2019).

La réunion entre les deux notions de sécurité et de développement pris de façon plus élargis dans leurs approches et leurs définitions vont permettre à ce que les politiques mises en place concourent à promouvoir la « *sécurité physique et humaine* » et le « *développement politiques, d'économiques et de social* » (Desgrais, 2019). Par conséquent, la recherche se concentrera sur l'étude de la corrélation entre les politiques de développement et la gestion des conflits par les acteurs de la sécurité. Les premières interprétations de l'interaction entre les deux concepts sont basées sur l'observation empirique selon laquelle les conflits violents ont un impact négatif sur le développement, ainsi que sur l'hypothèse selon laquelle le développement engendre des raisons profondes pour recourir à la violence. L'échange se limite à l'effet que l'un peut avoir sur l'autre, chacun ayant sa propre temporalité (Desgrais, 2019).

L'ampleur des défis liés à la lutte contre le terrorisme, nécessite une action pleinement efficace qui ne sera pas possible sans un renforcement de cohérence et de coordinations politiques et partenariales entre tous les acteurs aussi bien, d'une part, nationales et internationales et d'autre part, nationaux et société civile (Châtaigner, 2019). De ce fait, en ce qui concerne Châtaigner (2019), la lutte contre le terrorisme au Sahel doit s'articuler autour du droit, de la défense, du développement et de la diplomatie pour une bonne coordinations dans la mise en place des opérations. Il faut alors, que le G5 Sahel soit capable d'innover dans ses stratégies et politiques, de prendre en compte, tous les acteurs concernés (locaux, nationaux et internationaux) en vue d'une intégration efficace dans le sens du développement, de la sécurité et de la politique (indid).

Le caractère asymétrique du terrorisme au Sahel ainsi que sa capacité à se développer dans ces pays au vu de la mauvaise gouvernance et du manque de confiance entre les populations et les gouvernements, ne permettent pas d'adopter une posture purement sécuritaire comme l'appréhendent les réalistes. Les stratégies de développement deviennent alors des outils de

sécurité dans le sens où une meilleure situation pour les jeunes pourrait diminuer les adhésions aux groupes terroristes ou alors la collaboration des populations avec les forces de l'ordre, (Antil, 2020), (Desgrais, 2019).

Néanmoins, selon Antil, (2020), les réflexions sur la corrélation, la combinaison et l'association de la sécurité et du développement, qui pourraient paraître se reposer sur des méthodes scientifiques, se basent en réalité sur des idées simplistes et non sur l'analyse et les faits. Pour l'auteur, les organismes adoptant cette idée, ignorent souvent les précautions méthodologiques à prendre en compte pour l'étude du concept. Cela reviendrait à considérer que du point de vue de certains acteurs le développement et les projets de développement dans une zone définie est une source fiable de sécurité et / ou d'amélioration de sécurité dans les zones d'insécurité et peut servir de prévention de crise (indid). Au sens inverse et complémentaire, l'amélioration de la sécurité d'une zone serait automatiquement liée au développement. La relation entre « *pauvreté/non-développement et violence* » n'est cependant pas empiriquement démontrée selon l'auteur (Antil 2020) et la violence et plus particulièrement la violence politique sont influencées par divers facteurs et configurations spécifiques, avec la question économique n'étant qu'un parmi d'autres. En outre, un afflux d'aides dont la gestion est mal gérée et qui connaît également un taux élevé d'évaporation peut renforcer les tensions déjà présentes et favoriser un retour à la violence (indid).

Vu la conception de la lutte contre le terrorisme par le G5 Sahel et ses collaborateurs tels que l'ONU, l'intégration et l'expansion des concepts sécurité-développement permettent la formulation de nouvelles politiques de sécurité au vu de la spécificité du Sahel qui recherche non seulement la sécurité humaine mais aussi le développement économique, social et politique. C'est dans cette optique, qu'il faille analyser les actions de lutte contre le terrorisme du G5 Sahel sous le prisme de la sécurité humaine. La sécurité humaine qui de fait consiste à la protection du cœur essentiel de toutes les existences humaines, de manière à favoriser l'exercice des libertés et à favoriser l'épanouissement humain. La sécurité humaine implique la préservation des libertés essentielles, qui constituent le fondement de la vie... Cependant, cela implique également la mise en place de systèmes politiques, sociaux, environnementaux, économiques, militaires et culturels, qui, ensemble offrent aux individus les éléments nécessaires pour leur survie, leurs moyens de subsistance et leur dignité (Commission sur la Sécurité Humaine, 2003).

Comment se fait donc, la corrélation entre d'une part, les politiques de gestion des conflits et, d'autre part celles de développement dans le même but de parvenir à la paix dans le Sahel par l'organisation et ses partenaires vu sous le prisme de la sécurité Humaine de façon globale ?

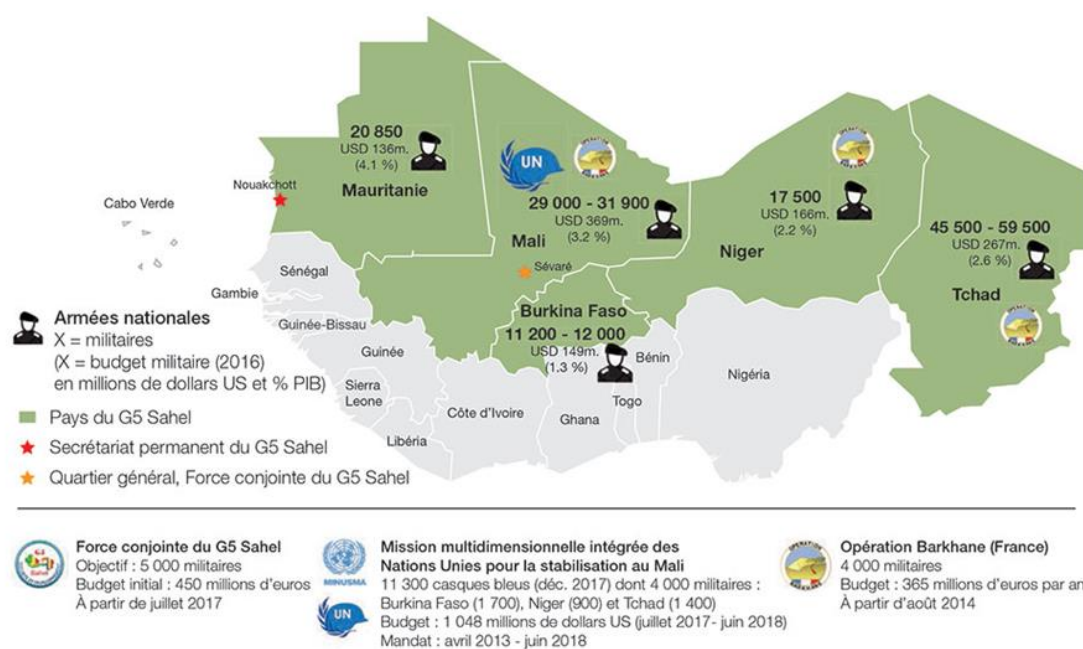
## Chapitre 2 : Analyse des actions et mécanismes de lutte contre le terrorisme par le G5 Sahel

### 1. Force Conjointe du G5 Sahel

Officiellement mise en place le 02 juillet 2017, la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) vient rejoindre et s'ajouter à plusieurs autres forces, déjà en place, dans le cadre des opérations militaires de lutte contre le terrorisme au Sahel ces forces inclus : (Barkane, Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), Force en attente de la CEDEAO, Force Multilatérale Mixte (FMM), Contingent flexible et évolutif de l'armée américaine) (Le Roux, 2020). C'est une force ad hoc (ne faisant pas partie de l'Architecture Africaine de Paix et de la Sécurité de l'Union Africaine, ASAP) qui se met en place pour lutter, de façon collective, contre la menace terroriste et qui a également pour but de lutter contre la criminalité transfrontalière, et de travailler au rétablissement de l'autorité des différents Etats de l'organisation, (Touré, 2021), (Birema, 2018), (Desgrais, 2018). La FC-G5S devrait permettre, dans le meilleur des cas, le renforcement de la coopération au niveau des frontières, en jouant le rôle de plateforme de coordination pour l'organisation d'une part, mais également entre les forces de défense et de sécurité des différents Etats membres, d'autre part (le Roux, 2020).

**Figure 5 : Effectifs militaires des pays membres du G5 Sahel et Force Conjointe.**

## LE G5 SAHEL ET SA FORCE CONJOINTE



Sources : Touchard (2017), Forces armées africaines ; SIPRI (2017), base de données des dépenses militaires ; MINUSMA et Ministère français des Armées

© 2018. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Source : Touré, 2021.

Cette branche militaire de l'organisation s'articule essentiellement autour de quatre piliers distincts :

- ✚ Mettre fin au terrorisme, aux trafics (de drogues, d'êtres humains...) ;
- ✚ Travailler au rétablissement de l'autorité de l'État et au retour des réfugiés et des personnes déplacées ;
- ✚ Optimiser les interventions humanitaires et l'assistance aux populations vulnérables ;
- ✚ Faciliter la réalisation des projets et des stratégies de développement dans la région du G5 Sahel (Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2019).

Il est à noter que la majorité des attaques terroristes se concentre au niveau des frontières entre les Etats membres. Les défis transfrontaliers s'étendent du trafic de drogues, au trafic d'êtres humains, en passant par les migrations et les déplacements de populations. Lesdites frontières sont vastes, avec une densité de la population très faible, ce qui facilite la fuite des groupes armés. C'est pour cette raison, comme la figure, ci-dessous, nous le montre, que la FC-G5S opère principalement autour des frontières des Etats. Son siège est à Nouakchott et son poste de commandement à Néma en Mauritanie, (Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2019).

Son commandement se fait de façon rotative et annuellement. Un militaire est nommé Commandant en chef par le chef de l'État exerçant la présidence du G5 Sahel.

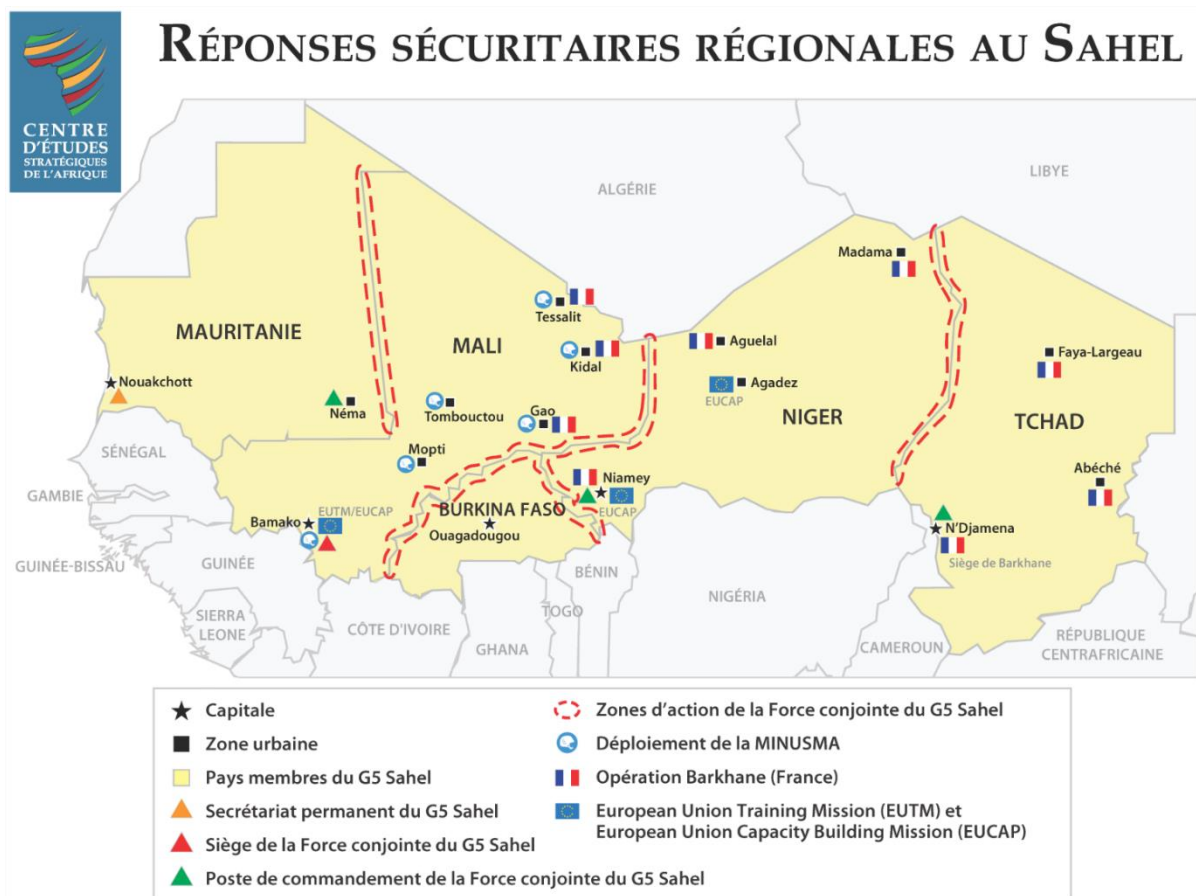
La Force s'étend sur environ 5 millions de kilomètres carrés. Les pays membres ont organisé le déploiement des troupes sur trois fuseaux, à savoir l'Ouest qui représente la Mauritanie et le Mali, le Centre qui se compose du Burkina, du Mali et du Niger et l'Est qui correspond au Niger et au Tchad. Dans chaque fuseau, on retrouve des bataillons composés d'environ 650 soldats, dont 550 sont des militaires et 100 des policiers et des gendarmes, ce qui correspond à une Force d'un total de 5 000 soldats (militaires, policiers et gendarmes). Chaque fuseau répond du poste de commandement (PC), basé au Mali, plus précisément à Bamako<sup>3</sup> qui organise, planifie et conduit les opérations. Néanmoins, chaque fuseau a un PC tactique propre à lui (l'Ouest dépend du PC tactique basé à N'beiket en Mauritanie avec deux bataillons, le PC tactique du Centre se situe à Niamey au Niger et est constitué de trois bataillons et enfin, celui de l'Est est basé à Wour au Tchad avec deux bataillons), (Desgrais, 2018). Le budget officiel était de 423 millions d'euros que l'organisation tentera de réunir avec l'aide de la France, (indid).

Bien que les pays aient fourni des efforts pour réunir un effectif conséquent pour la lutte contre le terrorisme, ils ont, également, pu compter sur une coalition de 26 pays et sur l'aide de l'UE, (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2019), (Desgrais, 2018).

---

<sup>3</sup> Il était basé à Sévaré, mais après une attaque terroriste dans la localité, il a été relocalisé.

**Figure 6 : Cartographie de la FC-G5S.**



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

### 1.1. Défis et stratégies de la Force Conjointe du G5 Sahel

Afin de combattre le terrorisme de manière efficace, le G5 Sahel a d'abord instauré la Stratégie pour le Développement et la Sécurité (SDS) des pays du G5 Sahel, accompagnée d'un Programme d'Investissements Prioritaires (PIP). De là, découle le cadre de référence de l'organisme, qui est défini en fonction des Objectifs de Développement Durable (ODD) (qui est plus inclusif, respectueux de l'environnement et des populations) (G5 Sahel, 2020, p5). Néanmoins, le programme a eu du mal à se matérialiser de façon concrète au niveau de la Force Conjointe, d'où la mise en place du Cadre d'Actions Prioritaires Intégré (CAPI), qui émane toujours de la SDS et qui lui est complémentaire, avec des actions rapides, flexibles et mesurables dans le temps, à savoir entre 12 et 24 mois (Senou, 2021).

Le G5 Sahel, dans sa réforme en 2020 instituant le CAPI, a mis en place :

- ✚ En ce qui concerne la Force Conjointe, il existe un comité de soutien qui est supervisé par le Secrétariat permanent et qui comprend une composante policière qui se concentre sur la judiciarisation des opérations (G5 Sahel, 2020) ;
- ✚ Des équipes de police ou de gendarmerie composées de groupes d'action rapide, de surveillance et d'intervention (GAR-SI), à la fois solides, mobiles et surtout multidisciplinaires et autonomes, sont essentiellement utilisées pour les interventions dans les zones périphériques ou frontalières (indid) ;
- ✚ Trois institutions de formation : le collège de défense, le collège sahélien de sécurité et l'académie régionale de police (G5 Sahel, 2020) ;
- ✚ Un dispositif de renseignements qui doit consolider les Plateformes de Coopération en Matière de Sécurité (PCMS) et le Centre de fusion des renseignements déjà en projet ;
- ✚ Un mécanisme pour analyse et anticipation des menaces : le Centre Sahélien d'Analyse des Menaces et d'Alerte Précoce (CSAMAP) (indid) ;
- ✚ Un mécanisme de prévention et de sensibilisation : la Cellule régionale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent (Cellrad) ;
- ✚ Une plateforme des femmes et un réseau de coordinations nationales de la jeunesse comme cadres appropriés de dialogue pour les questions de genre et de jeunesse (G5 Sahel, 2020).

La sécurité humaine, qui sous-tend cette organisation, prend, à la fois, en compte les causes, mais également les conséquences. C'est ainsi que le CAPI s'articule sur deux aspects, le premier concerne l'analyse d'outils et mesures d'accompagnement, et ce, après un diagnostic de la situation et le deuxième prend en compte les volets sécurité/défense, gouvernance/réconciliation, infrastructures, résilience/développement et humain/actions humanitaires (indid).

Avant la réforme de 2020, il était toutefois évident que le domaine militaire de la Force avait connu une progression à de nombreux égards, notamment en ce qui concerne la multiplication des patrouilles et des opérations mixtes aux frontières. Plus de quinze sont notés sur les trois principaux axes frontaliers : Mali-Maroc, Mali-Niger-Burkina Faso et Niger-Tchad (Sada, 2017). Mais la situation sécuritaire ne s'améliore pas malgré les efforts des États. La collaboration avec l'international révèle sa nécessité, car la lutte contre le terrorisme va au-delà des frontières et son caractère asymétrique complique le problème, vu les capacités limitées du G5 Sahel et de ses membres. Ainsi, l'opération Barkhane ainsi que la Mission de formation de l'Union Européenne au Mali (EUTM) ont été identifiées comme les partenaires principaux qui

ont été chargés de former et de conseiller la Force Conjointe dans le cadre de sa mise en œuvre (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Elles partagent un système de commandement et un centre de partage de renseignements à Niamey, ce qui a permis de simplifier la planification conjointe des opérations ainsi que de multiplier des opérations interarmées de haut niveau, autour principalement des zones frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Comme énoncé dans le chapitre 1, la sécurité des individus ne saurait être atteinte dans son ensemble sans une collaboration étroite avec tous les acteurs.

La FC G5S a mis en œuvre les opérations Sama I du 03 mars au 31 juillet 2020 et Sama II du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier 2021 sur le fuseau Centre (Burkina-Mali-Niger) du G5 Sahel, afin de récupérer les zones dans lesquelles les États ont perdu le contrôle. Ces opérations ont permis de neutraliser le centre logistique des groupes armés dans la région et de les déstabiliser. Bien que le coup d'État au Mali ait eu lieu en août, l'opération Sama II continuera, avec l'aide du bataillon tchadien. Les opérations menées au Sahel ont contribué à améliorer l'équipement des troupes du G5 Sahel et ont entraîné une certaine libération, (Institut norvégien des relations internationales, 2022).

Ainsi, en mars 2021, la force conjointe du G5 Sahel a établi un autre bataillon composé d'environ 1200 Tchadiens. Situé à Téra au Niger, il a contribué à renforcer la présence de la FC-G5S dans la région du Liptako-Gourma, qui est la zone dans laquelle se concentrent les attaques « *point chaud* », (G5 Sahel, 2020), (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Pour éviter la fuite des terroristes, lors des opérations dans ces parties, les éléments nationaux concernés de la FC-G5S ont un « *droit de poursuite* » des terroristes et autres délinquants ou trafiquants dans un rayon de 100 km à chaque frontière, mais seulement à la condition d'une demande d'autorisation au Commandant de la Force interarmées, au QG de Bamako, (indid).

L'opérationnalisation du G5 Sahel passe également par un grand soutien en logistique. En effet, la MINISMA a réceptionné le mercredi 10 novembre 2021, à Nouakchott, un lot d'assistance logistique venant des Nations Unies pour accompagner le travail du bataillon mauritanien qui opère dans le cadre de la Force Conjointe du G5 Sahel. Cette aide se veut trimestrielle et est financée par l'Union européenne, Elle est constituée d'une cinquantaine de tonnes d'aliments variés prêts à être utilisés dans diverses conditions, 85 000 litres de carburant et quelques conteneurs pour stocker les produits (G5 Sahel, 2021).

Dans le cas de la gestion des crises terroristes, la stratégie la plus courante pour gérer la crise sécuritaire est l'approche globale, c'est-à-dire un travail civil et militaire où toutes les parties de la société sont impliquées. Dans cette optique, le travail régional est adéquat en raison du facteur transfrontalier à prendre en considération. Ainsi les stratégies appliquées utilisent donc l'approche régionale afin de réduire le risque de frontières (qui représentent une barrière) afin d'intégrer une perspective régionale et transfrontalière, elles offrent d'emblée un environnement favorable à l'apparition d'une contrainte souple, en raison des obstacles qu'y posent les obligations non flexibles dans le temps et l'espace (Schnell, 2018).

La stratégie, dite « stratégie globale », pourrait apparaître comme procédurière ou alors institutionnelle, mais elle permet, dans son essence, de se détacher des approches à court terme des crises ponctuelles qui sont fondamentalement différentes des crises terroristes, notamment dans le Sahel. Elle se construit sur un travail en amont et en aval des crises pour prendre en compte les enjeux sécuritaires (plus précisément ceux humains), et les enjeux de développement (indid).

On voit donc l'émergence de la problématique de l'approche longitudinale des crises sahéniennes qui sont présentes depuis plus de 10 ans et où les questions de budgets se posent pour la mise en place des projets globaux (Schnell, 2018). De ce fait, en raison des obstacles opérationnels et financiers, la branche armée de l'organisation est presque inexorablement empêchée dans sa tâche de lutte contre l'insécurité transfrontalière et en tant que force d'intervention. La somme nécessaire pour le fonctionnement de la Force (420 millions d'euros) réunis en contributions volontaires a du mal à être réunis et suscite des inquiétudes quant à l'engagement des partenaires et les capacités des pays membres en ce qui concerne les Opérations Militaires Conjointes Transfrontalières (OMCT) classiques et des opérations sous la tutelle de la FC-G5S menées au fil des saisons de la menace (Sow, 2018). Au niveau opérationnel, il est courant de remettre en question les effectifs sahéniens de la MINUSMA et de surexploiter les ressources limitées, à l'exception de la Mauritanie, les ressources matérielles et techniques des forces armées du G5 Sahel demeurent également inférieures aux exigences d'une pleine mise en œuvre de la FC-G5S, quel que soit le domaine, même si on observe une tendance générale à la modernisation ces dernières années (indid).

Les perspectives limitées des pays membres du G5 Sahel, en ce qui concerne le domaine militaire, leur imposent de trouver les moyens de s'approprier leur sécurité. Ici, il est question, d'une « re-politisation » complète des difficultés sahéniennes et de l'approche de la question sécuritaire qui se présente comme le véritable enjeu, (Sow, 2018).

## 1.2. Analyse des actions de la Force Conjointe du G5 Sahel

Branche militaire du G5 Sahel, la création de la Force Conjointe du G5 Sahel peut susciter beaucoup de questionnements. Ils ont trait à la pertinence, non seulement de sa présence, mais également de ses capacités et de son action, et cela, en rapport avec ses objectifs, surtout dans une partie de l'Afrique où il y a déjà plusieurs autres missions de paix sous la coupe de la France ou de l'ONU. Il faut également noter, la création par le Burkina, le Mali et le Niger d'une force multilatérale de sécurisation du Liptako-Gourma, et ce, en janvier 2017 pour répondre à une dégradation de la situation sécuritaire dans cette région reliant les trois pays. Alors même que la Force Conjointe doit atteindre son plein déploiement, on se retrouve dans une configuration d'un G3 à l'intérieur d'un G5, (Sow, 2018). En outre, les pays membres sont déjà engagés dans plusieurs missions des Nations Unies, dont la MINUSMA ; ce qui pourrait occasionner un grand manque de ressources humaines pour le G5 Sahel.

Au regard des premières actions de la Force du G5 Sahel dans les États du Burkina Faso, du Mali et du Niger, on peut constater que sa mission prend la forme véritablement d'une démarche de contre-terrorisme et de contre-insurrection, suivant une logique de résilience stratégique des armées mises à disposition pour la lutte, et ce, avec le recours aux opérateurs privés de sécurité sur le terrain (Birema, 2018). Le volet politique de la Force est très important, en ce sens qu'il doit permettre de restaurer la confiance entre les gouvernés et le gouvernant pour le succès de la lutte. La sécurité des individus est, comme le perçoit Buzan, à la fois dépendante de l'État mais également menacé par lui (Battistella et al, 2019). Les pays doivent donc s'assurer de gagner en légitimité et d'arriver à régler le conflit avec le moins de dommages collatéraux.

Toutefois, les difficultés politiques, économiques et sociales des pays membres, font qu'il semble difficile de percevoir l'apport stratégique et l'efficacité de la nouvelle force, mais également de penser que la FC-G5S pourrait être autonome. En effet, la Mission Barkane, par exemple, est en place depuis 2014, suivie par la force Takuba en 2020. En sus, la présence de l'armée française en tant que force d'intervention rapide de la MINUSMA et qui conduit des opérations de lutte antiterroriste, avec la collaboration ou non du Mali ou de forces d'auto-défense, pourrait être un frein à la bonne marche de la nouvelle force. Elle devra donc s'assurer d'être, dans une certaine mesure, bien coordonnée avec les projets en cours ou sinon, elle ne pourra remplir ses tâches (Sow, 2018). Ainsi, Birema (2018), considère qu'en l'absence d'une coordination effective des actions avec les autres forces sur le terrain, la force du G5 Sahel devra faire un choix entre la « disparition/effacement » au profit des autres forces ou sa « croissance » pouvant rendre les autres armées présentes « non indispensables ».

De plus, la stratégie adoptée par la Force Conjointe s'inscrit en droite ligne avec les Opérations Militaires Conjointes Transfrontalières (OMCT) en collaboration avec la France, dans le cadre du Partenariat Militaire Conjoint Transfrontalier (PMCT), elle est donc obligée, dans une certaine mesure, de conjuguer avec la force Barkane (Sow, 2018).

Suivant ce raisonnement, il est impératif pour la Force, de parvenir à atteindre une pleine capacité opérationnelle, en ayant une bonne relation avec les populations civiles, d'autant plus que la Force opère dans les zones frontalières, loin des zones dans lesquelles les pouvoirs politiques sont forts et où la confiance de la population est « meilleure ». Il reviendra alors aux troupes de veiller au respect des règles de droit en général et celles humanitaires en particulier (Desgrais, 2018). En effet, tenue de mener les opérations dans le cadre de la sécurité humaine, la Force doit nécessairement avoir une collaboration étroite avec la population civile, les partenaires nationaux et internationaux, tout en respectant les droits de l'homme, si elle entend lutter efficacement contre le terrorisme dans cette région. Aussi, à travers le Cadre d'Actions Prioritaires Intégré (CAPI), élaboré en 2020, l'organisation vise à mener ses actions sur 4 axes : « (i) sécurité/défense, (ii) gouvernance et réconciliation, (iii) infrastructures, (iv) résilience, développement humain et actions humanitaires », (G5 Sahel, 2020, p5). Sont donc pris en compte dans la lutte, tous les aspects de la vie des populations allant du politique à l'économique et au social.

Malheureusement, les années ont montré une forte augmentation des pertes civiles. La violence contre les civils est de plus en plus meurtrière, et ce, depuis le début de l'année 2019. A titre d'exemple, 60 % des décès signalés au Burkina Faso dans cette même période étaient dus à des violences à l'encontre de civils et le nombre de victimes a été multiplié par 7 entre 2018 et 2019 (Touré, 2021). Le Burkina Faso est le plus touché avec environ 80 % du total de victimes de l'année 2019. Le même constat se fait au Mali, où l'année 2019 est enregistrée comme la plus meurtrière depuis le début de la crise terroriste en 2012. Pour finir, le Niger voit le nombre des victimes augmenter de 40 % entre 2018 et 2019 (indid). Au niveau des forces armées, on recense, 51 soldats français dans le cadre de la collaboration avec l'opération Barkhane, 201 victimes au sein des forces de la MINUSMA, pour les pays membre il faut compter plus de 700 militaires Burkinabè, 1700 militaires maliens et plus de 600 militaires nigériens (Touré, 2021). Ainsi donc, les violences en recrudescence ont terni l'image des opérations de lutte contre le terrorisme au Sahel, surtout en ce qui concerne les forces étrangères. Des manifestations ont eu lieu au Burkina, au Mali et au Niger pour demander plus de sécurité pour les populations (indid).

En dépit de certaines victoires tactiques notoires, de l'accompagnement et du soutien de la communauté internationale, force est de constater, que la Force Conjointe n'a pas réussi à endiguer l'insécurité au Sahel qui s'est du reste, intensifiée comme le présente le graphique ci-dessous où le nombre de morts civils au Sahel augmente de plus en plus. La stratégie mise en place n'arrive pas à répondre aux objectifs visés au vu du manque notable d'investissements dans les domaines de la résolution des problèmes économiques, sociaux, des projets humanitaires et de développement, mais surtout des problèmes des fronts politiques et de gouvernance (Institut norvégien des relations internationales, 2022).

En outre, la tactique suivie par la Force s'inspire de « l'approche antiterroriste française », qui elle emploie ses efforts à annihiler les centres de leadership stratégique des groupes terroristes qui opèrent dans la région. Elle ne tient pas compte des causes profondes de l'insécurité, qui sont exploitées par les terroristes pour accroître leur influence, avoir des recrues, chercher la légitimité auprès des populations, discréditer l'État...

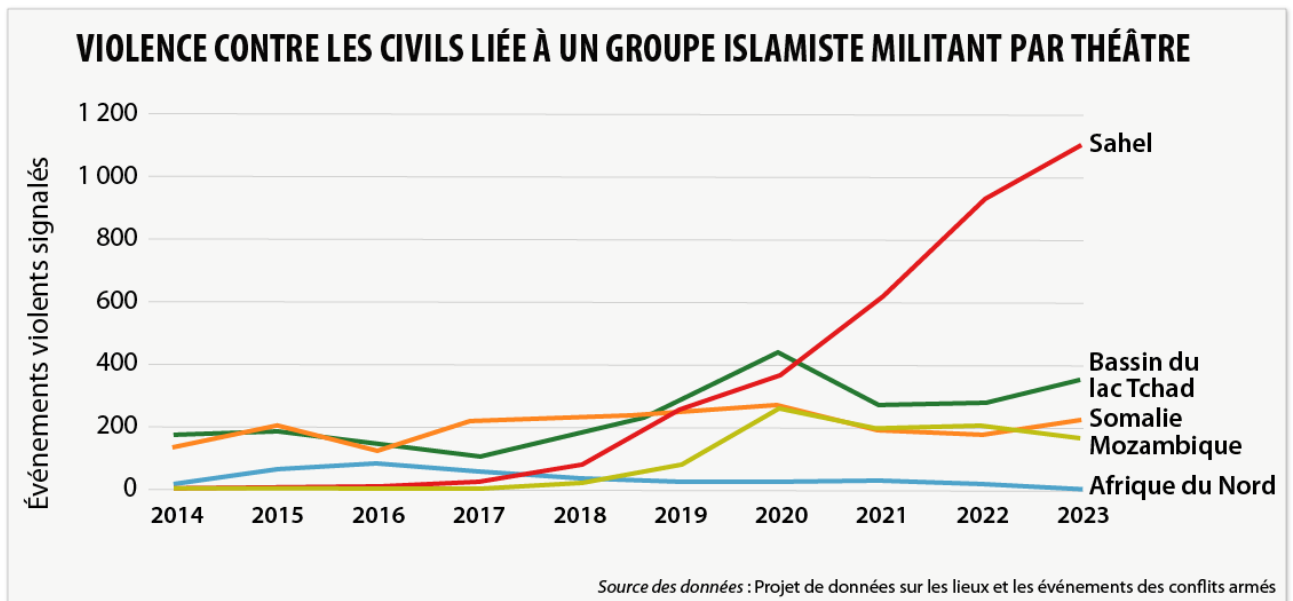
La difficulté est que la stratégie antiterroriste s'appuie uniquement, sinon majoritairement, sur les forces armées, elle absorbe *de facto* les efforts, compromet et retarde tout avancée vers une paix viable et durable (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Dans l'optique d'arriver à appliquer le nexus sécurité-développement comme prévu par la stratégie de l'organisation, le G5 Sahel doit parvenir à faire évoluer les projets des deux aspects de sa stratégie de façon équilibrée ou presque afin que le retard de l'un n'empiète pas sur l'avancée de l'autre.

La problématique étant que la sécurité dans sa globalité, elle passe aussi bien par la sécurité au sens strict, comme le conçoivent les réalistes, que par la sécurité économique, sociale, politique, environnementale... comme le défend l'école de Copenhague, et cela surtout, dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, au regard des causes profondes de son expansion dans la bande du Sahel.

La solution aurait alors été de se concentrer, sur les demandes des populations, afin d'adapter la lutte en plaçant les individus au centre du débat par l'inclusion des femmes et des jeunes, notamment dans le cas de la prévention. Seule une approche multidimensionnelle, qui accorde la même importance à la stabilité des populations qu'à la dimension militaire, permettra d'atteindre une paix durable et viable (Institut norvégien des relations internationales, 2022).

La Force Conjointe n'a pas réussi à apporter les réponses adéquates à la lutte puisque le 15 mai 2022, le Mali se retire du G5 Sahel, suivis par le Burkina et le Niger le 29 novembre 2023 (jeune Afrique, 2023).

**Figure 7 : La violence contre les civils due au terrorisme.**



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2023.

## 2. Développement / résilience et gouvernance

Dans l'optique d'atteindre ses résultats stratégiques fixés en termes de sécurité et de développement, la G5 Sahel a mis en place, comme énoncé, la Stratégie pour le Développement et la Sécurité (SDS) dans laquelle on retrouve les axes de la gouvernance, de la résilience, des infrastructures et du développement humain. Ils sont mis en œuvre à travers le Programme d'Investissements Prioritaires (PIP), (Alliance Sahel, 2020).

En raison des difficultés pour réaliser les objectifs, une réforme interviendra en 2020. La réforme concerne d'abord le Secrétariat permanent qui devient le Secrétariat exécutif, avec plus de responsabilités, prérogatives et d'instruments opérationnels. L'organisation accueille aussi de nouveaux partenaires, à savoir l'Alliance Sahel et la Coalition pour le Sahel créée pour soutenir le G5 Sahel dans la réalisation de ses actions (G5 Sahel, 2022).

Dans le but d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement et de sécurité du SDS, les chefs d'État du G5 Sahel ont adopté le Cadre d'Action Prioritaire Intégré lors du sommet de

Nouakchott en février 2020. Il vise à fournir un cadre de référence complet pour la réalisation stratégique. Il est complété par un plan proposant 20 actions à impact rapide, réalistes, mesurables et flexibles pour garantir la sécurité et le développement dans les zones les plus vulnérables. Sur le long terme, à travers le CAPI, le G5 Sahel voudrait parvenir à faire que la région du Sahel soit coordonnée et engagée dans une trajectoire inclusive de sécurité et de développement collectifs, dans laquelle le rôle de l'État est légitime et les résidents locaux participant pleinement aux réalisations (indid). Le CAPI s'organise sur quatre Axes dont les trois derniers concernent la partie développement de l'organisation.

Au niveau de l'Axe Gouvernance et réconciliation, les objectifs sont :

- ✚ Concourir au retour de l'Etat et de ses services dans les régions qui sont affectées par la crise sécuritaire ;
- ✚ Stimuler la solidarité sociale et diminuer les disparités spatiales et sociétales (G5 Sahel 2020).

Il compte, à travers ce volet, renforcer la légitimité des Etats membres, tout en appuyant le retour des services publics, de la justice et de l'administration dans les zones d'intervention, ainsi que :

- ✚ De renforcer la décentralisation et la gouvernance au niveau des communautés touchées en soutenant les capacités d'action des collectivités territoriales des zones cibles ;
- ✚ De rechercher la mise en place de nouvelles approches de sensibilisation, d'information et d'éducation au bénéfice des populations des zones de contagion et des zones moins touchées afin de lutter contre la radicalisation, l'extrémisme violent, les trafics illicites de tous genres notamment celles des armes et réseaux criminels et les violences armées ;
- ✚ De réaliser des initiatives rapides de formation et d'accompagnement pour favoriser l'autonomisation et l'intégration socio-professionnelle des jeunes qui ne sont pas scolarisés ou qui sont au chômage, ainsi que des populations vulnérables en général ;
- ✚ D'amélioration les institutions des organisations de la société civile et des organisations de femmes et de jeunes afin d'améliorer l'impact de leurs actions dans l'organisation et l'animation du dialogue social, du dialogue interreligieux et intercommunautaire, dans le but de favoriser la cohésion sociale et la concorde ;
- ✚ D'encourager et renforcer la cohésion sociale ;
- ✚ De contrer la radicalisation et l'extrémisme violent (G5 Sahel 2020).

Au niveau de l’Axe Infrastructures, les objectifs sont le réinvestissement dans le domaine des infrastructures socio-économiques et marchandes et les services de base pour apporter l’aide au développement économique et permettre la création d’emplois. Plusieurs actions sont mises en place pour y parvenir :

- ✚ Il faudra travailler à développer les compétences et les opportunités d'emploi dans les secteurs liés aux grands travaux du G5 Sahel et donc former les jeunes dans les domaines du chemin de fer, du BTP, des techniques productives agricoles, de l'élevage, etc.) ;
- ✚ Améliorer l'approvisionnement en énergie en favorisant une amélioration de la qualité des services et une augmentation de la productivité des activités économiques en utilisant des technologies propres et accessibles aux citoyens ;
- ✚ Contribuer à l'amélioration de l'offre des services essentiels dans les zones vulnérables (éducation, santé, eau et assainissement) ;
- ✚ Il faudra également permettre que les zones frontalières soient désenclavées et que les campagnes, les zones de production et les marchés sont accessibles grâce à des infrastructures ferroviaires, routières, de communications et d'informations ;
- ✚ Mettre en place une stratégie d'aménagement et de développement territorial pour soutenir et accompagner les systèmes productifs des zones transfrontalières (d'intervention) en renforçant les capacités productives des populations locales, en valorisant les ressources locales et en développant des plateformes commerciales telles que les aménagements hydro-agricoles, les infrastructures de production et de transformation agro-pastorale, ainsi que les plateformes de commercialisation telles que les marchés et les espaces logistiques de commerce (G5 Sahel, 2020).

Pour finir, l’Axe Résilience, développement humain et actions humanitaires a pour objectif de permettre le développement des capacités de résilience des populations vis-à-vis des différentes vulnérabilités que peuvent provoquer l’insécurité, les crises sociales ou les changements climatiques. Cela se matérialise par :

- ✚ L’amélioration des activités agro-sylvo-pastorales grâce aux infrastructures mises en place dans ce secteur, cela passe également par le soutien dans l'organisation des acteurs de ces domaines et le renforcement de leurs compétences... ;
- ✚ Améliorer la sécurité alimentaire en renforçant les capacités productives des acteurs et leurs capacités d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques et aux crises ;

- ✚ Faciliter la gestion des ressources foncières et prévenir les conflits fonciers et communautaires liés à l'exploitation des ressources naturelles pour les collectivités territoriales ;
- ✚ Supporter et accompagner les initiatives humanitaires dans les zones précises identifiées (ZIP) comme le renforcement des services essentiels dans les zones d'accueil, la formation et l'intégration socioprofessionnelle des personnes vulnérables et déplacées sur les sites d'accueil des populations déplacées ;
- ✚ Mieux répondre aux besoins en matière de santé et d'eau potable ;
- ✚ Garantir et/ou optimiser l'offre éducative, en particulier après la fermeture des écoles en raison de l'insécurité ;
- ✚ Contribuer à la réinstallation des personnes déplacées internes et réfugiées. (G5 Sahel, 2020).

Prévoir des actions dans ses différents programmes pour la réalisation de ses objectifs dans le contexte d'insécurité s'avère plus facile pour l'organisation que les réalisations sur le terrain qui nécessitent un grand nombre de partenaires et de partenariats bi et multinationaux dans la région, sur le continent et à l'international.

### 2.1. Partenaires et partenariats du G5 Sahel

Parvenir à répondre sur tous les plans aux domaines qui peuvent menacer la sécurité ou conduire à l'insécurité est une tâche énorme et comme évoqué dans le chapitre 1, les États ne sauraient parvenir à la sécurité des populations ou du moins, à pallier les problèmes qui conduisent à leur insécurité sans incorporer tous les acteurs dans la lutte. Ainsi donc, mettre en place des projets où toutes les couches de la population sont incluses est primordiale, mais aussi travailler avec des partenaires régionaux et internationaux est nécessaire vu l'ampleur de la lutte.

Le G5 Sahel sait compter sur de nombreux partenaires pour parvenir à réaliser des projets de développement durables et profitables aux populations, mais également dans le cadre de la sécurité permettant de créer un environnement sûr à la réalisation desdits projets. Il s'évertue quotidiennement à trouver les voies et moyens pour finaliser des partenariats bilatéraux et multilatéraux de qualité dans la réalisation des projets au bénéfice des populations les plus vulnérables (G5 Sahel, 2022).

Dans le domaine de la sécurité, sur le plan international, il sait compter sur le soutien et l'accompagnement technique, financier et opérationnel notable de l'ONU, de l'UE et de la France, à travers la MINUSMA, la Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali

(EUTM Mali), la Mission Civile de Gestion de Crise de l'Union Européenne au Mali (EUCAP Mali), la Mission Civile de Gestion de Crise de l'Union Européenne au Niger (EUCAP Niger) et la force Barkane. Cette aide est traduite par le don d'équipements et de matériels à la Force Conjointe, de formations données à l'intention des bataillons, des composantes de police et pour finir de l'appui en termes de logistiques de la MINUSMA, et ce, dans le cadre de l'accord entre UE-ONU-G5 Sahel (G5 Sahel, 2022).

Sur le plan régional, on note l'appui de plusieurs organismes notamment, de l'Union Africaine (UA), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Il se traduit par l'accompagnement opérationnel en matière de renseignement et de soutien aérien (indid).

Dans le cadre du volet développement, l'organisation sait également compter sur le soutien de ses partenaires. Ainsi, au niveau institutionnel, le personnel de l'organisation bénéficie de formation pour le renforcement de ses capacités techniques, opérationnelles et logistiques pour les projets et le fonctionnement de l'organisme et des aides financières par certains partenaires financiers. L'accompagnement va de la formulation à la réalisation des projets de développement dans les zones d'intervention avec l'implication des acteurs locaux (G5 Sahel, 2022).

En exemple, la Conférence de coordination des partenaires et des bailleurs de fonds du G5 Sahel pour le financement du PIP de décembre 2018, où l'Alliance Sahel a promis une contribution d'environ 1,6 milliard d'euros pour appuyer les projets élaborés par le PIP pour la réalisation des projets de développement. En ce qui concerne la stabilisation des régions transfrontalières, du Programme de Développement d'Urgence (PDU), l'Alliance Sahel s'est engagée à donner 266 millions d'euros au PIP (Alliance Sahel, 2020).

#### L'ONU

Les Nations Unies ont été au cœur de la mise en place du G5 Sahel, puisque c'est avec l'autorisation du Conseil de Sécurité que l'organisation a pu avoir la légitimité et légalité institutionnelle pour exister. Cette autorisation a permis au G5 Sahel d'avoir plus d'accompagnement des pays membres de l'ONU. Néanmoins, l'autorisation par l'ONU de la mise en place de sa Force Conjointe, n'a pas permis à la FC-G5S de bénéficier des dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations unies, c'est-à-dire de financement de la communauté internationale pour ses missions et son fonctionnement (Dieng et al., 2023). Mais avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, le G5

Sahel peut profiter de différents appuis et soutiens techniques, logistiques et opérationnels. De plus, pour étendre son action, la MINUSMA travaille avec des sous-traitants pour apporter des rations de survie à tous les contingents hors Mali (car la mission n'a pas autorisation pour opérer hors du Mali, elle doit donc passer par de la sous-traitance) (indid).

L'ONU, à travers le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), collabore avec les pays du G5 Sahel. Ainsi, ils ont créé un Cadre de conformité, spécifique à l'environnement opérationnel de la Force Conjointe, pour s'assurer du respect des droits de l'Homme. De ce fait, Le HCDH appuie directement la FC-G5S afin d'opérationnaliser et mettre en pratique des mesures et des outils, dans l'optique de parvenir à la réduction des dommages et des préjudices à l'endroit des civils et remédier ainsi aux violations qu'ils subissent, (Nations Unies, SD).

Selon Madame Martha Ama Akya Pobee, la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique à l'ONU, L'accompagnement et le soutien de L'ONU envers le G5 Sahel permet à celui-ci de renforcer ses capacités et d'améliorer la justice pénale de l'organisation, sa gestion de la sécurité des frontières et a la prévention au niveau de la radicalisation et de l'extrémisme violent, alors que les groupes militants continuent de se développer au Sahel (Nations Unies, 2022).

En collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le G5 Sahel, à travers, la signature d'un accord entend renforcer la coopération régionale et intraétatique des pays membre pour consolider la résilience, le développement, et la gouvernance que peut apporter les migrations des populations aux frontières des États de l'organisation du Sahel et cela concerne tous les aspects qui touchent le déplacement de populations, (Organisation Internationale pour les Migration, 2023).

Selon l'OIM, la collaboration régionale revêt une importance capitale pour garantir une migration sûre, organisée et de façon régulière, ainsi que pour répondre de manière efficace aux défis à plusieurs niveaux liés à la mobilité humaine et aux déplacements forcés des populations (Organisation Internationale pour les Migrations, 2023).

#### L'UE

L'Union Européenne est un des principaux partenaires du G5 Sahel et de ses pays membres. A travers sa Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC), elle déploiera trois missions pour aider l'organisation (EUTM Mali qui sera élargi à la région en 2020, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger). Dès la création de l'organisation, l'UE a apporté une aide politique,

financière et technique, avec un accompagnement financier de 256,6 millions d'euros à la Force Conjointe (Union Européenne, 2020). Entre 2014 et 2020, elle avait accordé 628 millions d'euros au Burkina Faso, 665 millions d'euros au Mali, 160 millions d'euros à la Mauritanie, 686 millions d'euros au Niger, 542 millions d'euros au Tchad. Ces financements concernent les domaines tels que : la bonne gouvernance, la santé (amélioration du système de santé), la sécurité alimentaire, l'agriculture (durable), l'eau, l'emploi, la culture, l'énergie durable, les services publics, le soutien budgétaire, la consolidation de la paix, le développement rural, l'éducation, l'infrastructure (routes pour les zones à risques d'insécurité), le renforcement de l'État de droit, la résilience, l'appui à l'Etat dans la prestation de services sociaux, la gestion des ressources naturelles... (Union Européenne, 2018).

### L'Alliance Sahel

Elle a été mise en place en 2017 par la France, Allemagne et l'UE et rassemble à ce jour 12 membres avec des pays observateurs. Son objectif est la coordination et le don des aides de manière plus rapide et efficace dans la région du Sahel. Son action se concentre particulièrement aux zones reculées, transfrontalières et sensibles de la région sahélienne. L'organisme a, à son lancement, établi 6 domaines prioritaires dans lesquels elle agira : « (1) *l'emploi des jeunes* ; (2) *le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire* ; (3) *le climat, notamment l'accès à l'énergie, l'énergie verte et l'eau* ; (4) *la gouvernance* ; (5) *le soutien au retour des services de base sur tout le territoire, y compris par la décentralisation* ; (6) *la sécurité* » (Union Européenne, 2018).

Les pays contributeurs, à travers l'Alliance Sahel, travaillent en étroite collaboration avec le G5 Sahel, son Secrétariat permanent et ses pays membres. Le 30 octobre 2018, le partenariat entre l'organisme et le G5 Sahel a été acté pour augmenter la coordination entre l'offre des bailleurs et les besoins des membres du G5 Sahel. Cela permettant d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement à l'endroit du Sahel. Le PIP et le PDU du G5 Sahel sont donc, dans une grande partie, financée par l'Alliance Sahel (Alliance Sahel, 2020). Dans la région, plus de 800 projets labellisés Alliance Sahel sont financés par les membres de la structure. Ces travaux sont en cours ou en cours d'élaboration, pour un montant total de 11,6 milliards d'euros à réaliser. En 2018, les partenaires de l'Alliance ont également contribué à près de 1,9 milliard d'euros dans l'accompagnement des pays du G5 Sahel (Alliance Sahel, 2020).

## Etats Unies d'Amérique

Le soutien des Etats Unis envers le G5 Sahel a connu des hauts et des bas, notamment, avec la collaboration du groupe Wagner avec le Mali et les coups d'État vont accentuer encore plus les réticences du pays. A la création de l'organisation, les Etats-Unis se sont engagés à soutenir les pays du G5 Sahel à travers des mesures et programmes d'assistance bilatérale et régionale ciblés dans le domaine de la sécurité. Il s'agit notamment de soutien consultatif militaire, de formations, de dons en matériel, d'aide au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance. Sur les cinq premières années, le pays s'est engagé à donner environ 600 millions de dollars (Ambassade des USA en Mauritanie, 2017).

En 2019, les États-Unis d'Amérique ont fourni aux forces armées mauritaniennes un ensemble d'équipements (155 véhicules, un hôpital de campagne de deuxième niveau, des appareils de vision nocturne, des GPS, des ordinateurs, des moyens de communication radio et téléphonique, des gilets pare-balles...) ainsi qu'une formation de 15 millions de dollars pour soutenir le contingent mauritanien dans la Force Conjointe du G5 Sahel (Ambassade des USA en Mauritanie, 2019).

Pour renforcer sa coopération sécuritaire avec le Tchad, la Chargée d'affaires de l'Ambassade des Etats-Unis, Mme Jessica Davis Ba, a fait parvenir au G5 Sahel à travers le Tchad un lot d'équipement d'une valeur de 15 millions de dollars. Ce don permettra aux forces militaires et policières tchadiennes de combattre le terrorisme et l'insécurité dans la région il est composé notamment de 80 véhicules, du matériel de communication et d'autres équipements de soutien pertinent. Cette aide permettra au Tchad de renforcer sa capacité à mobiliser des forces de sécurité très mobiles afin de faire face aux changements de menaces (Ambassade des USA au Tchad, 2019).

## La France

La France se présente comme un partenaire de choix pour les États du G5 Sahel, d'abord en aide au Mali à la demande du pays dès le début de la crise terroriste en 2012 avec l'opération Serval pour repousser les groupes terroristes. Le partenariat va se poursuivre avec l'opération Barkane en 2014 (Ambassade de France en union des Comores, 2022). Au G5 Sahel, la France a fourni environ 5100 militaires et a entraîné plus de 7 000 soldats. Elle a également réalisé environ 750 actions de formation ou d'assistance au combat auprès des troupes de la région du Sahel, (Ambassade de France en union des Comores, 2022), (Ambassade de France au Nigéria, 2020). Des projets de court, moyen et long terme sont soutenus par l'Agence Française de

Développement et d'autres opérateurs français afin de faciliter l'accès des populations aux services de base (eau, énergie, éducation, santé) et de favoriser leur autonomie par la formation et l'emploi (Ambassade de France en union des Comores, 2022) et au niveau de l'Alliance Sahel, la France contribue avec d'autres partenaires au développement (Union Européenne, Banque africaine de développement, Banque mondiale et Programme des nations Unies pour le développement ...) (indid).

Elle est également à l'initiative de la création du Partenariat pour la stabilité et la sécurité au Sahel (P3S) avec l'Allemagne au sommet du G7 à Biarritz. La mission du P3S, c'est d'aider et de soutenir le redéploiement des services de l'État et des administrations, en ce qui concerne surtout, les forces de sécurité internes des États et de travailler au renforcement de la chaîne pénale des pays au Sahel (Ambassade de France en union des Comores, 2022), (Ambassade de France au Nigéria, 2020). Le Partenariat Dinard, amorcé par en France en avril 2019 lui complète le P3S et s'occupe de la lutte contre les trafics au sein du G5 Sahel (indid).

Les différents partenaires de l'organisation se mobilisent pour accompagner au mieux l'organisation dans l'élaboration, la mise en œuvre et la réalisation des projets de développement sur le plan technique, opérationnel et financier.

## 2.2. Analyse des actions de développement du G5 Sahel

Il est important de souligner qu'au regard des défis d'ordre sécuritaire, et dans la nécessité de répondre aux causes profondes du terrorisme au Sahel, une autre priorité est également de promouvoir et de mettre en place d'ambitieux programmes de développement rural, où, les populations sont les plus touchées et où la confiance aux instances de gouvernance est minime. De ce fait, le G5 Sahel a entrepris des projets d'irrigation et d'électrification dans les zones vulnérables, au vu du grand potentiel d'énergie renouvelable considérable dont bénéficie le Sahel et de l'accompagnement des pratiques agro-pastorales (Châtaigner, 2019).

Si on part du constat, selon lequel, la sécurité des populations est davantage menacée par les insuffisances des États (Battistella et al. 2019), la bonne gouvernance et les bonnes politiques peuvent permettre d'aller vers la résolution du problème ou de créer un environnement propice au retour de la sécurité. Le G5 Sahel a donc fait sortir les enjeux de développement humain, de gouvernance, de résilience, d'infrastructures, de leur contexte politique et économique pour les considérer comme des enjeux de sécurité, en en faisant des problèmes majeurs, dont la résolution conduira à l'amélioration de l'insécurité au Sahel, voire à sa résolution. Les projets

sont mis en place pour répondre aux besoins des populations. La sécuritisation<sup>4</sup> de ses enjeux devient donc, d'une part, un choix et, d'autre part une réponse à la résolution de l'insécurité. Avant toute chose, l'organisation s'est dotée d'un cadre de conformité demandé par le conseil de sécurité pour respecter les droits de l'homme, aspect fondamental de la sécurité Humaine. La résolution 2391 du conseil de sécurité demande au G5 Sahel de mettre en place un cadre de conformité solide afin de prévenir, enquêter, résoudre et publier dans un rapport toute violation et abus du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire liés à la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) (Nations Unies, SD). Le cadre de conformité définit et précise les rôles et les responsabilités du G5S, en collaboration avec l'ONU et l'UE, ainsi un arrangement technique a été signé entre le G5S, l'ONU et l'UE le 23 février 2018, (indid).

Le Sahel fait partie des zones les plus affectées par la désertification et la détérioration des terres à travers le monde. En dehors de la situation sécuritaire, la sécurité alimentaire et environnementale des populations est donc en danger. Ainsi, pour assurer la sécurité des populations du Sahel, il est nécessaire de lutter non seulement contre le terrorisme, mais aussi contre les problèmes socio-économiques et environnementaux. Dans le cas du Sahel, il est impossible de concevoir un développement sans sécurité, tout comme il est impossible de concevoir une sécurité sans développement. La vulnérabilité économique des populations permet aux groupes terroristes de recruter de nouveaux membres et d'étendre leur influence.

Fort de ce constat, le G5 Sahel a abordé la lutte contre le terrorisme en mettant l'accent sur le développement et toutes ses dimensions (infrastructures, environnement, soutien aux petites et moyennes entreprises, gouvernance améliorée, résilience...) dans le cadre de son deuxième pilier du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP/ 2022-2024) (G5 Sahel, 2022). Il tient compte des enseignements tirés de la phase précédente (2019-2021), qui n'a pas répondu aux attentes des populations lors de sa conception et de sa mise en œuvre. Selon le G5 Sahel (2022), l'objectif est d'améliorer l'inclusion en adoptant un document cadre de référence qui tient compte de la « *participation/contribution* » du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers de l'organisation. Cette initiative vise à rendre plus palpables les réussites et à répondre de manière efficace et ciblée aux besoins des publics cibles.

---

<sup>4</sup> La notion de sécuritisation désigne l'action de sécuritiser, donc de rendre un domaine qui n'est pas d'ordre sécuritaire à une question de sécurité, à le traiter comme tel et à prendre des dispositions pour y palier dans ce sens. Battistella et al. 2019.

Ainsi, le G5 Sahel a lancé le Projet d'Aménagement Territorial Intégré dans le Fuseau Centre de l'organisation, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, considérés comme les acteurs clés de son dispositif de lutte, raison pour laquelle, la Plateforme Régionale des femmes a été créée qui fait suite aux recommandations issues de la Stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel (G5 Sahel, 2022). Ces initiatives sont prises afin de renforcer leur capacité de résilience (indid).

Par la suite, le Projet d'Appui à la Résilience des Jeunes a vu le jour en janvier 2022 à Nouakchott et Abidjan. C'est un projet sous l'hégire de trois parties, notamment le G5 Sahel, l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie (UCCI), et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour accompagner les jeunes, avec la somme de 4 millions de dollars américains, le jeunes de 18 à 40 ans qui occupent les postes de dirigeants ou de propriétaires de 500 petites et moyennes entreprises ayant au moins un an d'existence et qui interviennent dans les secteurs les plus affectés par la COVID-19 (G5 Sahel, 2022). Le projet a pour but de renforcer les capacités techniques des jeunes, d'augmenter leur productivité et d'améliorer les mécanismes d'accès au financement, mais aussi de créer des emplois pour les jeunes (indid).

Les Femmes et les jeunes sont particulièrement mis en avant. Les jeunes, car, ils représentent la couche facilement accessible par les groupes terroristes qui profitent du fait qu'ils n'ont pas forcément de perspectives par manque d'opportunités (G5 Sahel, 2022) et les femmes parce qu'elles subissent plus les conséquences du terrorisme (pertes du conjoint ou de leurs jeunes enfants), elles sont également la couche la plus dynamique qui s'occupe la plupart de temps de la famille et qui a de petites activités génératrices de revenus. Ainsi donc, le genre et les jeunes font partie des 4 secteurs transversaux qu'aborde l'Alliance Sahel (en plus du climat et du secteur privé) et ce, dans tous les projets du G5 Sahel (en exemple, le Programme de Développement d'Urgence (PDU) (Alliance Sahel, 2020).

L'urgence du besoin dans les parties frontalières ont conduit à la mise en place du Programme de Développement d'Urgence par le Secrétariat exécutif du G5 Sahel en 2018, il permettra d'encourager les populations dans les régions frontalières fragiles des 3 fuseaux d'intervention de la Force Conjointe, qui sont au cœur de la crise sahélienne, en mettant en place 3 piliers d'intervention (Alliance Sahel, 2023). Les trois piliers concernent :

- 1) accès à l'eau et l'assainissement : il a déjà contribué à peu près à ce que 1.660.000 personnes aient un meilleur accès à l'eau potable et à ce que plus de 1.300.000 personnes

puissent utiliser de meilleurs services d'assainissement notamment au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad (Alliance Sahel, 2023).

2) résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : les projets mis en place dans ce volet ont permis d'apporter une aide et un soutien alimentaire à environ 440.000 bénéficiaires, et ce, à travers la création de filets sociaux et de systèmes de protection sociale adaptés visant les populations les plus vulnérables, la promotion des activités génératrices de revenus, le renforcement des entreprises de petite et moyenne taille sur les territoires, ainsi que la valorisation des terres agricoles et des activités pastorales (Alliance Sahel, 2023). Ainsi, environ 1.700.000 personnes ont gardé et amélioré leurs revenus et leurs moyens de vie, notamment au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie (Alliance du Sahel, 2023).

3) renforcer la cohésion sociale : il s'agit de reconstruire la confiance entre les communautés, les autorités locales et gouvernantes, les populations civiles et les institutions publiques. Elles créent des espaces de discussion, des comités de résolution des conflits, des moyens de communication et de sensibilisation (radios communautaires, caravanes de la paix) et placent les jeunes et les femmes au centre des initiatives de médiation et de prévention des conflits (Alliance Sahel, 2023). Les projets mis en place dans ce sens ont accompagné la création d'au moins 1.900 structures qui contribuent et travaillent dans l'optique de la prévention des conflits et la cohésion sociale. On compte plus de 1.200.000 personnes qui ont pu être sensibilisées dans les cinq pays du G5 Sahel sur la prévention de conflit et la cohésion sociale (Alliance du Sahel, 2023).

Environ 21 programmes de développement d'urgence apportent une contribution intégrée à 2 ou 3 piliers pour renforcer la résilience des populations et diminuer le nombre de conflits intercommunautaires dans les zones les plus exposées (Alliance Sahel, 2023).

Les partenaires du G5 Sahel sont nombreux et tous tendent à l'accompagner du mieux possible dans l'élaboration, la mise œuvre et la réalisation de ses projets, et ce, de la façon la plus inclusive possible sur le court, moyen et long terme (Alliance du Sahel, 2023). Malheureusement, tous ces efforts n'ont pas permis au G5 Sahel de remplir sa mission, les causes de cet échec sont nombreuses. Néanmoins, les projets en cours avec ses partenaires, notamment l'Alliance Sahel continuent en dépit du retrait du Mali, du Burkina et du Niger du G5 Sahel.

## Chapitre 3 : Analyse des causes de l'échec du G5 Sahel et perspectives

### 1. Difficultés rencontrées par le G5 Sahel

Après une décennie d'existence environ, l'organisation du G5 Sahel n'est pas parvenue à répondre aux objectifs qu'elle s'était fixée malgré les réussites notoires. Plusieurs aspects ont malheureusement empêché la bonne marche du G5 Sahel. Le Burkina Faso et le Niger ont annoncé, le 02 décembre 2023, leur retrait de la Force Conjointe du G5 Sahel à la suite du Mali en 2022, (Dieng, 2024). Ayant pris acte du retrait des trois pays membres, le 06 décembre 2023, les deux pays membres restants, à savoir la Mauritanie et le Tchad, annoncent la dissolution du G5 Sahel et de ses mécanismes de lutte, conformément à l'article 20 de la convention portant création du G5 Sahel qui, stipule qu'il est possible de dissoudre le G5 Sahel à la demande d'au moins trois pays membres (G5 Sahel 2014), (Dieng, 2024).

Bien que le G5 Sahel n'ait pas pour ambition de devenir ou d'évoluer vers une organisation régionale à proprement dite, mais plutôt d'être un cadre de coopération entre les États membres d'une part et entre les États membres et leurs partenaires d'autre part, afin de parvenir à lutter contre le terrorisme, les différents trafics et le développement des populations, l'arrêt brusque de son fonctionnement est dû certes aux changements politiques de ses pays membres, mais aussi à des difficultés financières, techniques et institutionnelles.

Sur le plan financier : les pays membres du G5 Sahel font partie des pays en voie de développement, où les changements climatiques ont beaucoup d'impacts sur leurs activités primaires (agriculture, élevage). En plus, ce sont des pays où l'industrialisation est encore très peu avancée et dont la majorité des revenus se base sur l'exportation des matières premières. De ce fait, ils dépendent des aides de leurs partenaires et de la communauté internationale. Malgré ces aides extérieures, les institutions du G5 Sahel pour leur bon fonctionnement dépendent des contributions des pays membres. Le budget annuel prévu par le SP-G5S pour le fonctionnement de l'organisation est de 2 milliards de FCFA, soit 3 048 980 d'euros, ce qui correspond pour chaque pays à 400 millions de FCFA, soit 609 796 euros par an (Desgrais, 2019).

En 2018 déjà, l'organisation, dans son rapport du 31 août, pointait du doigt les arriérés de paiement des pays membres et qui perturbaient le déroulement des activités du G5 Sahel, comme le présente la figure 8 ci-dessous. Nous pouvons constater que le Tchad et le Niger, par exemple, sont les pays les plus en retard de paiements, mais également on peut noter les retards des contributions des partenaires de l'organisation. Lors de la rencontre des ministres de la

Défense du Burkina, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad à N'Djamena, en janvier 2023, les ministres ont demandé que les pays s'acquittent de leurs contributions financières pour permettre et faciliter le bon fonctionnement de la task force (Dieng et al. 2023).

En termes de planification et de visibilité, la fragilité des finances des institutions du G5 Sahel a de nombreuses conséquences et empêche d'avoir une vue claire sur l'audit de l'utilisation des ressources financières (Desgrais, 2019). Une partie des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent des financements pour des projets spécifiques et non directement aux institutions, dont une grande partie du budget (du Secrétariat permanent) va dans leur fonctionnement (95,03%), ne laissant pas une grande marge pour la réalisation des projets, comme en illustre la figure 9.

Le fait que le fonctionnement occupe une part importante du budget global du SP-G5S souligne la faiblesse des ressources disponibles pour mener à bien des projets et superviser des programmes... Enfin, le SP-G5S dispose d'une marge de manœuvre limitée en ce qui concerne les projets, grâce aux aides offertes par les Partenaires Techniques et Financiers qui acceptent de mettre en place leurs projets ensemble, à travers le processus de financement du SP-G5S... Il s'agit de dépenses réalisées par le SP-G5S en utilisant des financements accordés par les bailleurs de fonds, mais qui ont été préalablement affectés à des activités spécifiées dans le cadre de leur partenariat commun (Desgrais,2019).

**Figure 8 : Tableau récapitulatif des finances reçues par le Secrétariat permanent du G5 Sahel**

Exécution du Budget au 31 Août 2018					
le taux de la conversion de l'ouguiya par rapport au FCFA est celui de la Banque Centrale de Mauritanie du 01 Janvier 2018 (1000 FCFA=64 MRU)					
Nature des recettes	Prévisions Annuelles 2018		Réalizations au 31 Août		Taux de réalisation (%)
	Prévisions (en CFA)	Prévisions En MRU	Réalisation en FCFA	Réalisation en MRU	
<b>NOTE I : RESSOURCES</b>					
<b>RESSOURCES ORDINAIRES</b>					
<b>Contributions régulières des Etats membres</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>128 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>51 200 000</b>	<b>40,00%</b>
Burkina Faso	400 000 000	25 600 000	400 000 000	25 600 000	100,00%
Mali	400 000 000	25 600 000	400 000 000	25 600 000	100,00%
Mauritanie	400 000 000	25 600 000	0	0	0,00%
Niger	400 000 000	25 600 000	0	0	0,00%
Tchad	400 000 000	25 600 000	0	0	0,00%
<b>RESSOURCES ORDINAIRES</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>128 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>51 200 000</b>	<b>40,00%</b>
<b>RESSOURCES EXTRAORDINAIRES</b>					
<b>Arriérés des Contributions des Etats membres</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>115 200 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>38 400 000</b>	<b>33,33%</b>
Burkina Faso	200 000 000	12 800 000	200 000 000	12 800 000	100,00%
Mali	0	0	0	0	
Mauritanie	0	0	0	0	
Niger	800 000 000	51 200 000	400 000 000	25 600 000	50,00%
Tchad	800 000 000	51 200 000	0	0	0,00%
<b>Appuis spécifiques des partenaires au SP</b>	<b>433 294 251</b>	<b>27 730 832</b>	<b>27 412 109</b>	<b>1 754 375</b>	<b>6,33%</b>
PNUD	164 450 000	10 524 800	16 659 609	1 066 215	10,13%
ONU Femmes	26 140 161	1 672 970	0	0	0,00%
Italie	242 704 090	15 533 062	0	0	0,00%
FAO	0	0	10 752 500	688 160	
<b>Reliquat des exercices précédents</b>	<b>810 519 763</b>	<b>51 873 265</b>	<b>810 519 763</b>	<b>51 873 265</b>	
<b>RESSOURCES EXTRAORDINAIRES</b>	<b>3 043 814 014</b>	<b>194 804 097</b>	<b>1 437 931 872</b>	<b>92 027 640</b>	<b>47,24%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>5 043 814 014</b>	<b>322 804 097</b>	<b>2 237 931 872</b>	<b>143 227 640</b>	<b>44,37%</b>

Source : Desgrais, 2019.

**Figure 9 : Tableau des dépenses en rapport avec l'appui des organes et structures du G5 Sahel.**

Désignation	Prévisions Annuelles 2018	Réalizations au 31 Août 2018	Disponible	Exec (%)
Appuis aux Comités nationaux (CNC)	100 000 000	40 690 432	59 309 568	40,69%
Appui à la Plateforme des femmes du G5 Sahel	10 000 000	4 127 541	5 872 459	41,28%
Appui au Comité de défense et de sécurité (CDS)	20 000 000		20 000 000	0,00%
Appui aux antennes nationales de la CELLRAD	25 000 000			
Appui au Collège de défense du G5 Sahel (CD-G5S)	90 000 000	45 000 000		
Bureau Défense et Sécurité	70 581 350	18 204 234	52 377 116	25,79%
<b>Total</b>	<b>315 581 350</b>	<b>108 022 207</b>	<b>85 182 027</b>	<b>34,23%</b>

Source : Desgrais, 2019.

Force est de constater qu'en ce qui concerne la FC-G5S, depuis sa mise en place, elle demeure en grande partie débitrice des aides de ses partenaires étrangers. En 2017 et en 2018, plusieurs partenaires ont fait la promesse de donner 414 millions d'euros, tels que la France, l'Union européenne, l'Allemagne, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Espagne, la Norvège et les États-Unis (Institut norvégien des relations internationales, 2022). La réalité est que l'organisation est donc fortement dépendante de l'aide financière extérieure. Cela a contribué à créer beaucoup de scepticisme, surtout en rapport au fait que de nombreux PTF ont eu de grands retards dans l'exécution de leurs promesses de financement. Les aides financières dépendent fortement "des acteurs dont les intérêts varient en fonction des situations géopolitiques." Les promesses de financement pour la Force Conjointe étaient nombreuses, mais peu d'entre elles ont été respectées. (Dieng, 2024). Les promesses non tenues par les partenaires internationaux et le manque d'écoute ont créé énormément de frustrations au niveau des pays membres du G5 Sahel, surtout avec la survenue de la Guerre en Ukraine (en 2022, les Etats Unis octroyaient 42 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine et en octobre 2023, l'Union Européenne et ses pays membres 65 milliards d'euros) (Dieng, 2024).

Sur le plan technique, opérationnel et institutionnel : la FC-G5S a des capacités faibles, s'agissant de la planification et de l'exécution de ses actions de défense (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Les pays membres de l'organisation et la Force elle-même n'ont ni les ressources financières nécessaires, ni les capacités logistiques requises pour lutter contre les terroristes au Sahel. La MINUSMA et l'opération Barkane, contribuant fortement à pallier ce manque, en agissant conjointement avec la Force, il va donc sans dire que le retrait de Barkane a eu un impact négatif sur la Force pour la coordination, la planification et l'échange d'informations (Institut norvégien des relations internationales, 2022). En plus, les pays membres ont beaucoup de difficultés à mobiliser des troupes pour la FC-G5S, plusieurs pays membres participent à d'autres opérations de maintien de la paix ou de lutte contre le terrorisme. Leurs différents engagements sur d'autres fronts militaires ont conduit à une surcharge de leurs efforts en termes de ressources, ce qui a directement un impact, sur l'efficacité des forces qui sont engagées au sein de la FC-G5S, (Touré, 2021).

**Figure 10 : Tableau récapitulatif des effectifs des pays du G5 Sahel sur d'autres missions de sécurité.**

Pays	Total des forces armées	Déployées sur des opérations multinationales de l'ONU et autres	Engagements à la Force du G5 Sahel
Burkina Faso	9 100 (dont 3 500 gendarmes)	2 900 à l'ONU	550 soldats et 100 policiers/gendarmes
Tchad	30 000	1 250 à l'ONU plus 2000 dans la MNJTF	550 soldats et 100 policiers/gendarmes
Mali	14 700	40 à l'ONU	1 100 soldats et 200 gendarmes
Mauritanie	16 000	900 à l'ONU	550 soldats et 100 policiers/gendarmes
Niger	6 000	1 200 à l'ONU plus 1 000 dans la MNJTF	1 100 soldats et 200 gendarmes

**Source:** Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2018.

Sources : Touré, 2021.

Face à la faiblesse matérielle des armées des Etats du G5 Sahel, le Conseil de sécurité de l'ONU, en 2017, a voté la résolution 2391, qui a permis à la MINUSMA d'apporter un soutien logistique et opérationnel à la Force Conjointe du G5 Sahel (Dieng et al. 2023). Les résultats mitigés de la FC-G5S sont en majorité dus au manque d'entraînement et d'équipement et à des difficultés en termes « *de renseignement, de communication, de réaction rapide et de capacités aériennes* » (Dieng et al. 2023). Les aides ponctuelles, malgré leur nécessité, ne permettent pas une évolution et une autonomisation du G5 Sahel. Les moyens autonomes de transport de troupes et de ravitaillement sont essentiels pour la Force Conjointe afin de pouvoir manœuvrer rapidement dans l'immense région qu'elle couvre, et ce, face à un ennemi très mobile. Le coordonnateur du Comité national de coordination des actions du G5 Sahel au Tchad a déclaré lors d'une réunion en décembre 2019 au ministère de la Défense tchadienne que, sans moyens de surveillance et d'appui aérien pour les unités au sol, les troupes de la Force Conjointe du G5 Sahel rencontreraient des difficultés opérationnelles face aux groupes armés (Dieng et al. 2023).

Sur le plan de la politique interne des États membres, l'instabilité politique a beaucoup d'impact sur la coalition militaire de lutte contre le terrorisme. En effet, les différentes crises politiques internes ont d'abord fragilisé leurs institutions politiques et leurs systèmes de sécurité et, ensuite, compromis la collaboration régionale et internationale que ces pays avaient (Dieng, 2024). Les changements et différentes ruptures politiques dans la majorité des pays du G5 Sahel ont compromis l'avancée et les efforts en matière de coopération sécuritaire. Ainsi, au Burkina,

au Mali, au Niger et au Tchad (coups d'État ou crises politiques entre les acteurs politiques) ont empêché la cohérence dans la mise en place des stratégies de lutte contre l'insécurité au Sahel, tout en affaiblissant les forces de sécurité et de défense devant lutter pour le retour de la sécurité (Dieng, 2024).

Parmi les pays les plus affectés, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, qui jouent un rôle essentiel dans le système de sécurité collective dans la lutte du G5 Sahel, se trouvent plongés dans une crise interne profonde qui entraîne une augmentation de l'insécurité dans la région, (Dieng et al. 2023). Entre 2014 et 2022, le Burkina Faso a connu cinq régimes civils et/ou militaires différents, avec des coups d'État. De son côté, le Niger, qui était plutôt stable, a été confronté à deux tentatives de coup d'État qui ont échoué entre 2021 et 2022, jusqu'à la réussite du coup d'État du général Abdourahmane Tchiani le 26 juillet 2023 (Dieng et al., 2023), (Gallo, 2022). Le Burkina et le Niger rejoignent donc le Mali dans sa nouvelle situation politique anticonstitutionnelle dont le pouvoir politique est dirigé par des militaires après un coup d'État. Le Tchad également vit dans un tourment politique. Depuis la mort du Président Idriss Déby, le pays oscille entre manifestations et crises terroristes. La transition menée par le fils Idriss Déby, Mahamat Déby, ne fait pas l'unanimité. Des manifestations dans plusieurs villes du pays ont conduit à la mort d'environ une cinquantaine de personnes et fait plus de 300 blessés, le pays a aussi fait face à une tentative de coup d'État qui a échoué en décembre 2022 (Radio France Internationale, 2023), (Dieng et al. 2023).

On peut en conclure, avec plusieurs auteurs, que les crises politiques dont font face la majorité des pays membres du G5 Sahel découlent d'un contexte politique défavorable, qui dénote le déficit du leadership politique ; toute chose qui empêche de parvenir à faire reculer l'extrémisme violent et d'installer des projets de développement afin de donner de nouvelles perspectives aux populations. Les crises pointent du doigt les insuffisances des États et de leurs institutions, tout en fragilisant leurs systèmes de sécurité et les différentes coopérations multilatérales dans la région depuis le début de la Force Conjointe du G5 Sahel en 2017 (Dieng et al. 2023).

## 2. Analyse de l'échec du G5 Sahel

Les crises politiques des pays du G5 Sahel et la montée du sentiment anti-France ont mis un coup de mou et fragilisé la coopération antiterroriste qui était menée par l'Occident dans le Sahel. Les tensions entre le Mali et l'Union Européenne et l'arrivée du groupe Wagner au Mali ont contribué à la prolongation de l'EUTM Mali. En dépit d'un plus grand budget et de l'élargissement du mandat, cela n'a pas suffi pour consolider les positions de la France et de l'Occident dans la région, en raison de l'expulsion de l'Ambassadeur Français au Mali et de la demande du pays du retrait en 2021 des troupes de la task force Takuba (force armée des pays de l'Union Européenne sous le commandement de la France en 2020 dans la lutte contre le terrorisme) (Institut norvégien des relations internationales, 2022), (Dieng et al. 2023). Cette situation a également conduit à ce que d'autres pays contributeurs veuillent se retirer du Mali. Le retrait des troupes françaises et l'arrêt du mandat de la force Barkane au Mali entraînent des conséquences sur l'efficacité de la FC-G5S (Institut norvégien des relations internationales, 2022).

Comme mentionné dans le chapitre 2, la stratégie mise en place par le G5 Sahel et les forces partenaires était surtout basée sur les forces armées, assortie de la vision anti-terrorisme de la France. Les volets gouvernance, politique, développement, humanitaire et socio-économique étaient pris en compte, mais relégués au second plan. Pourtant, les causes profondes du terrorisme au Sahel étaient beaucoup liées à ces aspects. En effet, l'apparition du terrorisme a mis en avant le lien entre la sécurité et le bien-être des populations qui, lorsqu'il n'est pas assuré, peut être cause d'insécurité (Battistella et al. 2019).

Les populations, dans leur individualité, ont besoin de sentir que l'État prend en compte leurs difficultés. Le grand déficit de collaboration entre le G5 Sahel, ses partenaires et les populations a compliqué leurs interventions, facilité la croissance exponentielle du terrorisme et conduit indubitablement à l'échec des objectifs. La détermination de la lutte contre terroriste au Sahel basée sur l'intensité militaire a démontré les limites de cette approche (Charbonneau, 2020). De plus, l'indifférence et le fait que les populations ne s'impliquent pas dans la lutte, peuvent être dus à des actions posées par les agents et militaires internationaux qui ne cadrent pas avec les valeurs culturelles locales. Renter dans l'intimité des habitats des personnes pour regarder le contenu ou encore de toucher un chef de famille devant sa femme et ses enfants, sont perçus comme des actes humiliants et peuvent inciter les civils à détester les forces étrangères, voire à coopérer avec les groupes terroristes ou à les rejoindre (Touré, 2021).

La sécurité humaine met l'accent sur les droits humains et l'humanitaire. Le combat militaire intensif qui ne prend pas en compte les populations entraînera sans doute des conséquences négatives sur la lutte anti-terroriste et profiter aux groupes terroristes. Les populations qui, de prime abord, ont une certaine méfiance vis-à-vis des gouvernements, des forces de sécurité et des forces étrangères, sont dès lors susceptibles d'être sensibles aux discours terroristes si leurs droits sont bafoués. La Force Conjointe opère dans un contexte caractérisé par une augmentation du nombre de groupes terroristes qui perpétuent régulièrement des attaques contre les forces de sécurité. Dans cette situation, les soldats sont constamment en tension et peuvent donc être confrontés à des opérations de vengeance ou de représailles dans les zones où les troupes ont été attaquées ou encerclées par des groupes armés. Cela entraîne fréquemment des erreurs envers les populations civiles (Dieng et al. 2023). Par exemple, d'après un rapport d'enquêtes publié par la MINUSMA, le 19 mai 2018, un détachement de l'armée malienne opérant pour le compte de la Force Conjointe, en patrouille à Boulkessi, un village malien situé près de la frontière avec le Burkina Faso, a attaqué un marché et a exécuté à mort 12 civils, en représailles à la mort d'un soldat tué par un tireur embusqué qui avait disparu dans la foule. La montée en puissance des actes de violence contre les civils par les forces de sécurité des États et les groupes armés prétendument alliés aux gouvernements a entraîné la création de groupes d'autodéfense armés qui, à leur tour, ont entraîné des conflits intercommunautaires (Dieng et al., 2023).

La sécurité humaine se fonde, avant tout, sur la collaboration, dans plusieurs aspects, avec toutes les tranches de la société. Dans le contexte sahélien particulièrement, les partenariats sont primordiaux. Concernant le G5 Sahel, la tutelle de la France et de l'Union Européenne a amoindri l'influence que pouvait avoir l'Union Africaine (les financements du G5 venaient essentiellement de la France et de l'UE et ne passait pas par l'UA), cette situation a fait que le G5 Sahel n'a pas reçu un grand soutien de l'UA comme cela a pu être le cas avec « *la Force multinationale mixte dans le Bassin du lac Tchad* » (Dieng, 2024). Or, l'influence de l'Union Africaine a beaucoup d'impact dans le sens qu'elle donne et renforce la légitimité dans les projets, surtout ceux militaires, mais également des ressources pour le G5 Sahel (indid).

Le G5 Sahel, n'a malheureusement pas reçu de la communauté internationale un soutien suffisant. Dans cette optique, Madame Martha Ama Akya Pobee, la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique à l'ONU, a exprimé le manque de consensus entre les partenaires et les donateurs concernant le mécanisme de soutien le plus efficace à la Force Conjointe s'est révélé être le principal obstacle à cet égard (Nation Unies, 2023). De la même manière, Monsieur Eric Thiare,

le Secrétaire exécutif du G5 Sahel, avait exprimé son mécontentement quant à l'absence d'investissements nécessaires pour le G5 Sahel. Selon ses dires au Conseil de Sécurité, la situation est telle qu'il est légitime de se demander si les violences n'auraient pas pu être évitées en répondant aux appels en faveur d'une mise en place de la Force Conjointe (Nations Unies, 2023).

Il faut enfin noter que le concept d'opération du CONOPS (stratégies mises en place par le G5 Sahel pour mener des opérations rapides, structurées et efficaces) de la Force Conjointe du G5 Sahel présente beaucoup de limites, dans le sens où il n'y a pas de force véritable en place du G5 Sahel. Il faut, au besoin, que chaque État prélève des éléments de ses forces de défense et de sécurité pour mener des opérations, et à la fin des opérations, chaque troupe quitte son bataillon pour retourner dans son pays. Il y a donc un manque de continuité et le travail avec les troupes partenaires est difficile, les militaires déjà formés ne sont pas nécessairement rappelés, donc l'efficacité des formations n'est pas prouvée, et de plus les agents formés par les projets européens ne montrent pas sur le terrain des améliorations (Dieng et al. 2023).

Sur les volets développement humain, socio-économique ..., le fait que les stratégies militaires de lutte contre le terrorisme ne soient, pas coordonnées, entraîne *de facto* que les programmes de développement ne soient pas eux aussi efficaces en raison de la situation d'insécurité (Touré, 2021). Néanmoins, malgré l'arrêt du G5 Sahel et de sa force, les projets de développement continuent. L'accent mis sur les projets de développement n'a pas été le même que le volet militaire du G5 Sahel. La mise en avant de la stratégie antiterroriste, s'appuyant particulièrement sur les forces armées, a absorbé *de facto* les efforts du G5 Sahel et de ses partenaires, compromettant et retardant les avancées vers une paix viable et durable, donc la mise en place de projets viables pour les populations.

Avec l'intensité des attaques, les civils sont de plus en plus tournés vers les discours radicaux (ce qui rend difficiles les projets de résilience, les discours contre la radicalisation et le retour de la confiance des citoyens envers leurs gouvernements (Institut norvégien des relations internationales, 2022). 40 projets ont été initiés avec un coût total de 2,4 milliards d'euros et ils sont toujours en cours (Welle, 2023). La réalisation et la mise en œuvre des projets sont difficiles vu le contexte sécuritaire actuel, la difficulté de la mise en place des projets a aussi contribué à la réforme du G5 Sahel en 2020 avec le CAPI pour parvenir à remplir le rôle de l'Etat dans les zones vulnérables. Les changements de régimes ont perturbé les avancées, même s'ils n'ont pas empêché les partenaires et les projets du G5 Sahel de se poursuivre.

La situation humanitaire des pays du G5 Sahel est alarmante. Elle est due au terrorisme, et aussi aux changements climatiques et à la mauvaise gouvernance. Mais, il y a matière à espérance, car les problèmes diplomatiques entre les pays membres du G5 Sahel et les partenaires n'ont pas vraiment affecté les projets de développement et l'Alliance Sahel, mise en place, pour accompagner le G5 Sahel, continue ses projets. La problématique de l'emploi des jeunes, du développement (rural et humain) et de l'agriculture, de l'accès à l'énergie et à l'eau potable, de la gouvernance, et des services de base sont toujours des priorités de l'Alliance Sahel et se poursuivent (Châtaigner, Chevalier, 2019).

### 3. Perspectives

Au vu des résultats du G5 Sahel, plusieurs analyses pencheraient sur une structure militaire proprement africaine avec une vision africaine, de ses ressources, de ses capacités et de son expérience pour gérer les défis sécuritaires qui sont les siens. Cela peut concerner des structures existantes ou alternatives (CEDEAO, UA avec leurs forces en attente). Par conséquent, Cela favoriserait une meilleure compréhension et une approche plus efficace des défis, et éviterait que les partenaires internationaux imposent à la région et aux États membres de l'Union africaine (UA) la manière de répondre aux défis (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Comme le diraient certains, « des solutions africaines aux problèmes africains ». Les soutiens envers ses initiatives peuvent différer, sans qu'il n'y ait forcément un engagement politique des partenaires.

Par exemple, la CEDEAO a mis en place une initiative visant à établir la paix au Libéria, mettant un terme à une guerre civile sanglante en utilisant une force régionale, le Groupe de supervision du cessez-le-feu de la CEDEAO ECOMOG, elle a réussi à mettre fin à l'effusion de sang et aux meurtres entre ethnies. (Institut norvégien des relations internationales, 2022). Il faudra avant tout trouver une porte de sortie en ce qui concerne la situation de crises actuelle entre la CEDEAO et ces membres sanctionnés à la suite des coups d'État (indid). En ce qui concerne l'UA, à travers la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHHEL), un travail pourrait être fait pour qu'elle devienne une composante centrale qui facilitera un dialogue constructif, avec des efforts conjoints et coordonnés pour les opérations, pour une bonne collaboration entre les Etats du Sahel, cela peut être avec la nouvelle coalition du Burkina, du Mali et du Niger (l'Alliance des Etats du Sahel) ou avec tous les anciens Etats du G5 Sahel (Institut norvégien des relations internationales, 2022).

On peut prendre en compte le fait que les pays du Sahel, malgré tout, sont convaincus de la nécessité du travail ensemble, de l'approche globale et du développement (humain). C'est pour cette raison qu'ils continuent de travailler étroitement ensemble, le Mali et le Burkina misent beaucoup sur leur coopération bilatérale, (le Burkina et le Niger ont aussi signé en août 2022 un accord de coopération militaire) ou tripartite avec le Niger (avec la création de l'Alliance des Etats du Sahel), elle est pour eux « plus pragmatique et moins couteuse » (Dieng et al. 2023). Cependant, les mêmes difficultés, qui ont empêché la Force Conjointe de réussir, à savoir le manque de financement, les ressources financières et logistiques, la bonne coordination, la délimitation géographique, en ce qui concerne les interventions et enfin, la dynamique de coopération avec les autres acteurs (régionaux et internationaux), persistent (indid).

Fort heureusement, les projets humanitaires sont toujours en cours au Sahel. Les États devraient mettre l'accent sur la sensibilisation et les discours pour contrecarrer la radicalisation. La Mauritanie, qui depuis plusieurs années est de plus en plus stable, a mené plusieurs projets dans ce sens. Ainsi, garce aux campagnes de déradicalisation, la rééducation des djihadistes emprisonnés, l'organisation de plusieurs débats sur la question du « jihad » et la formation des dirigeants religieux l'on pourrait voir en cela des raisons qui ont contribué au fait que le pays soit épargné (Touré, 2021). Mais aussi, les pays du Sahel doivent travailler sur la corruption qui gangrène leurs forces de défense et de sécurité, se rapprocher de la population pour renforcer le renseignement Humain et adapter les formations des militaires aux guerres hybrides (indid).

La multiplication des attaques terroristes a aussi renforcé la coopération transrégionale avec les pays côtiers (Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire) voisins des pays du G5S et qui sont de plus en plus menacés. Ainsi, avec l'initiative d'Accra, les pays veulent renforcer la transmission d'informations et de renseignements afin de combattre les groupes terroristes et criminels ; la formation du personnel de sécurité et de renseignement ; et la réalisation d'opérations militaires conjointes à travers les frontières (Dieng et al. 2023).

Malgré tous les espoirs et les efforts misés sur la Force Conjointe au début de son lancement officiel en 2017, elle n'a pas réussi à répondre aux attentes et n'a pu mener à bien que quelques opérations. Sa dissolution pourrait servir de leçon pour toutes autres initiatives, comme l'initiative d'Accra (qui comprend le Bénin, le Togo, le Ghana, le Burkina Faso, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Nigeria) et l'Alliance des États du Sahel (le Burkina Faso, le Mali et le Niger), (Dieng, 2024).

## Conclusion

A la suite de la détérioration de la sécurité dans plusieurs pays du Sahel, à cause en grande partie, de l'expansion du terrorisme, du grand banditisme, de trafics en tous genres, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad et la Mauritanie ont créé le G5 Sahel avec l'accompagnement de la communauté internationale pour mener la lutte.

Pour l'organisation du G5 Sahel, la combinaison entre le militaire et le développement humain a semblé être la meilleure option en vue de lutter efficacement contre le terrorisme d'une part, et les causes qui entraînent son expansion, d'autre part. Il a alors, avec l'accompagnement de ses partenaires, pris à bras-le-corps son objectif de mettre fin au fléau (Dieng et al. 2023).

La France et l'UE à travers la force Barkane et Takuba, l'ONU à travers la MINUSMA, les partenaires régionaux à travers l'aide aux renseignements, etc., ont apporté leurs accompagnements financiers, techniques et opérationnels. Ces appuis des partenaires aux actions de la FC-G5S ont permis d'obtenir quelques résultats. De façon concrète, la Force Conjointe a mené des opérations significatives, comme celles de Sama I et II qui ont permis de débusquer des groupes terroristes.

Sur le volet développement, 40 projets ont été mis en place par l'organisation et ont pu voir le jour à la suite des nombreux financements (USA, Alliance Sahel...).

Malgré tout, ces efforts n'ont pas permis d'aboutir à la réalisation des objectifs fixés, dont celui principal, de mettre fin aux groupes terroristes. Les raisons de cet échec sont multiples. On peut en citer quelques-unes.

Centré sur l'individu, le concept de sécurité Humaine a pêché à cause du manque d'inclusivité dans les projets, de l'insuffisance de la prise en charge de l'assistance humanitaire, des droits de l'Homme, de la Gouvernance et de la résilience face à l'ampleur du terrorisme dans la région. Ces volets n'ont en somme pas bénéficié de la même importance que celui militaire qui a semblé concentré tous les moyens et les efforts.

En effet, la stratégie française de lutte anti-terroriste a pêché dès le départ par l'option du tout militaire, avec l'opération Serval au Sahel. Relayée par Barkhane, cette opération militaire française, appuyée par des armées alliées, aura dû prendre en compte également les aspects politique, social, humanitaire et climatique. En somme, prendre en compte la réalité multidimensionnelle de la lutte contre les groupes armés terroristes.

Aussi, le manque d'accompagnement attendu par le G5S de la communauté internationale, les perturbations politiques internes du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont rendu difficile la mission du G5 Sahel. Les relations tendues, à la suite des coups d'État militaires, entre ces trois pays du Sahel et leurs partenaires internationaux, ont mis fin à plusieurs opérations militaires dans la région (Barkhane, task force Takuba, MINUSMA ...). Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, qui sont les plus touchés par l'insécurité, ont de plus en plus montré leur intérêt pour plus d'autonomie dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée (Châtaigner, & Chevalier, 2019), (Dieng, 2024).

Pour finir, le constat est que les États du Sahel sont rendus, à eux-mêmes et individuellement, pour mener le combat. Aujourd'hui, le G5 Sahel ne fonctionne plus pour donner suite au retrait de trois de ses membres. Malgré tout, les projets de développement se poursuivent. Les pays membres peuvent toujours compter sur des coopérations pour continuer la lutte, avec notamment l'Alliance des États du Sahel. Par ailleurs, la présence de plus en plus forte de la Russie dans ces États peut être vu comme une diversification des partenaires, et qui peut en partie s'expliquer par les résultats mitigés obtenus avec les partenaires occidentaux, et aussi de la concentration des efforts de guerre de ceux-ci vers l'Ukraine, qui rend la coopération militaire avec le Sahel plus qu'aléatoire.

L'échec du G5 Sahel amène à tirer des leçons quant aux orientations futures de la lutte. Ce d'autant plus que le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans une étude a révélé que les inégalités et injustices, les difficultés socio-économiques et troisièmement l'appartenance à une religion sont les principaux facteurs d'adhésion aux groupes terroristes, (Châtaigner, & Chevalier, (2019), (Dieng et al. 2023).

De ce fait, il peut sembler qu'une attention particulière doit être mise sur le lien entre les populations et la gouvernance, sur les discours de déradicalisation, sur le renseignement humain (notamment avec les femmes qui sont les plus touchées et qui sont les premières à remarquer les changements chez leurs jeunes enfants ou partenaires), sur des projets à perspectives pour les jeunes, et sur l'humanitaire et les droits de l'Homme. Des projets comme le MISAHÉL ou la force en attente de la CEDEAO peuvent constituer une base pour la lutte contre le terrorisme au Sahel. Le renforcement de la coopération transrégionale avec l'initiative d'Accra due à l'intensification des attaques terroristes est aussi un cadre d'échange qui peut permettre de renforcer le renseignement, la lutte contre la criminalité, la formation des agents de défense et

de sécurité et la réalisation conjointe d'opérations militaires au niveau des frontières (Dieng et al. 2023).

*« Vaincre le terrorisme et l'extrémisme violent nécessite une réponse globale et ne sera pas atteint uniquement par des gains militaires »* avait souligné Madame Martha Pobe, (Nations Unies, 2022).

La question, plus de trente ans après le début de la lutte contre le terrorisme, est de savoir comment et avec quelle stratégie, les pays du Sahel vont pouvoir maintenir les localités récupérées et éradiquer complètement la menace terroriste et criminelle, à l'heure où, les institutions internationales parlent de nexus-développement-humanitaire, mais également de savoir quelle sera l'évolution de leurs différentes coopérations, du partenariat entre eux, et avec le transrégional, le régional et l'international.

## Bibliographie

### Livres/Ouvrages

1. Atelier du G5 Sahel, (2018). G5 Sahel et lutte contre la radicalisation, 1-6.
2. Battistella, D., et al. (2019). Théories des relations internationales, 585-587.
3. Henrotin, J. (2014). Techno-Guérilla et guerre hybride le pire des deux mondes.

### Sources Juridiques

4. Commission sur la Sécurité humaine, (2003), *Human Security Now : Final Report*, New York.
5. G5 Sahel, (2014, 19 décembre). Convention portant création du G5 Sahel, Nouakchott, 4-7.  
[https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/Africa/Convention\\_creation\\_G5\\_Sahel.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/Africa/Convention_creation_G5_Sahel.pdf).

### Sources scientifiques

6. Amsili. S., (2020, 13 janvier). Qu'est-ce que le G5 Sahel ? *Les Echos*,  
<https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/quest-ce-que-le-g5-sahel-1162497>.
7. Antil, A., (2020). Le G5 Sahel et le concept de « sécurité-développement », In : *Recherches Internationales, Sahel, Terres de conflits*, n°117, 59-74. DOI :  
<https://doi.org/10.3406/rint.2020.1737>.
8. Basty, F. (2008). La sécurité humaine : Un renversement conceptuel pour les relations internationales. *Raisons politiques*, 32 (4), 35-57. <https://doi.org/10.3917/rai.032.0035>.
9. Birema, A. N. O. (2018, 1 décembre). La Force conjointe du G5-Sahel (FC-G5S). Capacités et incapacités pour une “ défense collective ” au Sahel. *HAL open science*.  
<https://univ-lyon3.hal.science/hal-01941574/document>.

10. Calenda, (2017, 25 janvier). La vie quotidienne dans le bassin du Lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram. <https://calenda.org/391476?lang=pt>.
11. Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, (2019, 5 mars). Aperçu des réponses sécuritaires régionales au Sahel. *ECLAIRAGE*. <https://africacenter.org/fr/spotlight/aperçu-reponses-securitaires-regionales-sahel/>.
12. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, (2023, 21 août). Le nombre de décès liés aux groupes islamistes militants africains atteint un niveau record. *ECLAIRAGE*. [https://africacenter.org/fr/spotlight/le-nombre-de-deces-lies-aux-groupes-islamistes-militants-africains-atteint-un-niveau-record/#:~:text=Le%20Sahel%20a%20vu%20doubler,pour%20atteindre%209%2018%20d%C3%A9c%C3%A8s\).](https://africacenter.org/fr/spotlight/le-nombre-de-deces-lies-aux-groupes-islamistes-militants-africains-atteint-un-niveau-record/#:~:text=Le%20Sahel%20a%20vu%20doubler,pour%20atteindre%209%2018%20d%C3%A9c%C3%A8s).)
13. Charbonneau, B. (2020, janvier). Sahel : la gouvernance contre-insurrectionnelle, *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques - UQAM. Bulletin FrancoPaix*, vol. 5, n° 1. <Bulletin-FrancoPaix-vol5n1.pdf> ([uqam.ca](http://uqam.ca)).
14. Châtaigner, J. & Chevalier, C. (2019, août). Enjeux de paix et de développement : comment sortir le Sahel de la trappe à pauvreté ? *Annales des Mines - Réalités industrielles*. <https://doi.org/10.3917/rindu1.193.0029>.
15. Châtaigner, J. (2019). La stabilisation du Sahel, nouveau rocher de Sisyphe ? *Politique étrangère*, 75-88. <https://doi.org/10.3917/pe.193.0077>.
16. Conti, B., (2021, 13 janvier). Une radicalisation religieuse ? Politique, religion et subjectivité dans les processus de radicalisation. *HAL open science*. <https://shs.hal.science/halshs-03089691/document>.
17. Desgrais, N. (2018). La Force conjointe du G5 Sahel ou l'émergence d'une architecture de défense collective propre au Sahel. *Les Champs de Mars*, 30+S, 211-220. <https://doi.org/10.3917/lcdm.030.0211>.

18. Desgrais, N., (2019, mars). Cinq ans après, une radioscopie du G5 Sahel Des réformes nécessaires de l'architecture et du processus décisionnel, *observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel*, *Fondation pour la Recherche Stratégique*. <file:///C:/Users/hp%2015/Downloads/201913.pdf>.
19. Dieng, M., & al. (2023, novembre). La force conjointe du g5 sahel entre défis et incertitudes, *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques Université du Québec à Montréal*, *Centre FrancoPaix*. <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2023/12/2023-12-05-rapport-.pdf>.
20. Dieng, M. (2024, 21 janvier). Fin de parcours pour la Force conjointe du G5 Sahel : quels enseignements en tirer ? *The Conversation*. <https://theconversation.com/fin-de-parcours-pour-la-force-conjointe-du-g5-sahel-quels-enseignements-en-tirer-220895>.
21. Gallo, J. (2022). Breaking the Cycle: Military Coups in West Africa, *The Fund for Peace*. <https://fragilestatesindex.org/2022/07/08/breaking-the-cycle-military-coups-in-west-africa/>.
22. Hakkan, H., & Emerant, Y., (2021, juin). La Sécurité Humaine Comme Cause Finale De La Société Politique, 69. [https://www.researchgate.net/publication/352833833\\_La\\_Securite\\_Humaine\\_Comme\\_Cause\\_Finale\\_De\\_La\\_Societe\\_Politique](https://www.researchgate.net/publication/352833833_La_Securite_Humaine_Comme_Cause_Finale_De_La_Societe_Politique).
23. Institut norvégien des relations internationales, (2022, 8 juin). Fin de la dépendance de l'aide extérieure reconfiguration de la FC-G5S. *Programme de Formation pour la Paix (TfP)*. <file:///C:/Users/hp%2015/Downloads/EPON-SAHEL-Report.pdf>
24. Kwasi, S., & al. (2019). Perspectives pour les pays du G5 Sahel à l'horizon 2040, *Institut d'Etudes de Sécurité (ISS)*. [Perspectives pour les pays du G5 Sahel à l'horizon 2040 \(issafrica.s3.amazonaws.com\)](https://issafrica.s3.amazonaws.com).
25. Le Roux, P., (2020, 14 janvier). Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel, *Centre d'Etudes Stratégiques et l'Afrique (CESA)*, *bulletin de la sécurité africaine* N°

36. [https://africacenter.org/fr/publication/repondre-a-lessor-de-lextremisme-violent-au-sahel/#\\_edn1](https://africacenter.org/fr/publication/repondre-a-lessor-de-lextremisme-violent-au-sahel/#_edn1).
26. Nsaibia, H., (2023, 13 novembre). The Islamic State Sahel Province, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*. <https://acleddata.com/2023/01/13/actor-profile-the-islamic-state-sahel-province/#s1>.
27. OCDE, (2013). Conflits liés aux ressources et terrorismes : deux facettes de l'insécurité, *Editions OCDE*, 90, 93. <https://doi.org/10.1787/9789264190306-fr>.
28. OCDE, (2018), Le G5 Sahel et sa force conjointe, *MAPS & FACTS, club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest*, n°64, 2.
29. Olawale, I., & Alagaw, A. K., (2018). Nouveaux arrangements de sécurité collective au Sahel : étude comparative de la MNJTF et du G-5 Sahel. *Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne*. [14509.pdf \(fes.de\)](https://www.fes.de/14509.pdf).
30. Pierre-Alain, C. (2014). Le terrorisme est une violence politique comme les autres Vers une normalisation typologique du terrorisme, volume 45, n°3. <https://www.erudit.org/en/journals/ei/2014-v45-n3-ei01626/1027551ar.pdf>.
31. Tisseron, A., (2015, 25 mars). G5 Sahel : une simple organisation de plus ? *Eclairage, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité*, 1. [https://www.grip.org/wp-content/uploads/2015/03/EC\\_2015-03-25\\_FR\\_A-TISSERON.pdf](https://www.grip.org/wp-content/uploads/2015/03/EC_2015-03-25_FR_A-TISSERON.pdf).
32. Touré, J., (2021). Les opérations francophones de lutte contre le terrorisme : l'exemple du G5 Sahel. *Revue internationale des francophonies*, 9. <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=1310>.
33. Sada. H. (2017, 2 mars). Quel avenir pour le G5 ? *Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, Fondation pour la recherche stratégique*.

<https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel>

34. Schnell, F. (2018). Pour une approche longitudinale de la lutte antiterroriste au Sahel. *Les Champs de Mars*, 30+S, 221-229. <https://doi.org/10.3917/lcdm.030.0221>.
35. Senou, J. I., (2021). Le régionalisme sécuritaire du G.5 Sahel. *Université de Tahoua (Niger)*. <https://afrilex.u-bordeaux.fr/wp-content/uploads/2021/04/Jean-Innocent-SENOU-G5-SAHEL.pdf>.
36. Sow, D., (2018). Force conjointe du G5 Sahel : perspective stratégique sur l'appropriation sécuritaire par les Etats sahéliens. *La revue géopolitique. Diploweb.com*. <https://www.diploweb.com/Force-conjointe-du-G5-Sahel-perspective-strategique-sur-l-appropriation-securitaire-par-les-Etats.html>.

#### Sources officielles

37. Ambassade de France au Nigéria, (2020). L'action de la France au Sahel. [L'action de la France au Sahel - La France au Nigéria \(ambafrance.org\)](https://www.ambafrance.org/fr/actualites/2020/07/01/l-action-de-la-france-au-sahel).
38. Ambassade des USA en Mauritanie, (2017, 30 juin). *U.S. Position on the Creation of a Joint G5 Sahel Force*, Nouakchott. <https://mr.usembassy.gov/u-s-position-creation-joint-g5-sahel-force/>.
39. Ambassade des USA en Mauritanie, (2019, 26 juillet). Les Etats Unis Apportent un Soutien Important à la Force du G5 Sahel, Nouakchott. <https://mr.usembassy.gov/fr/united-states-strongly-support-g5-sahel-joint-force/>.
40. Ambassade des USA au Tchad, (2019, 30 septembre). Un don d'équipement des États-Unis renforce les forces Tchadiennes du G5 sahel. <https://td.usembassy.gov/fr/un-don-dequipement-des-etats-unis-renforce-les-forces-tchadiennes-du-g5-sahel/>.

41. Alliance Sahel, (2020, 21 octobre). Le G5 Sahel : une coopération renforcée pour la sécurité et le développement, <https://www.alliance-sahel.org/actualites/le-g5-sahel-une-cooperation-renforcee-pour-la-securite-et-le-developpement/>.
42. Alliance Sahel, (2020). Un partenariat clé avec le G5 Sahel. <https://www.alliance-sahel.org/wp-content/uploads/2020/09/depliant-A5-presentation-Alliance-Sahel-2020-pt-13-membres.pdf>.
43. Alliance Sahel, (2023, 18 août). Le programme de développement d'urgence (PDU). <https://www.alliance-sahel.org/actualites/le-programme-de-developpement-durgence-pdu-du-g5-sahel/>.
44. G5 Sahel, (2014, 16 février). G5 Sahel, Communiqué final du sommet des Chefs d'État du G5. Sahel, Nouakchott. [https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2016/01/images\\_fichiers\\_FEV\\_2014\\_COMMUNIQUE\\_FINAL\\_SO\\_MMET\\_DU\\_G5\\_SAHEL.pdf](https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2016/01/images_fichiers_FEV_2014_COMMUNIQUE_FINAL_SO_MMET_DU_G5_SAHEL.pdf).
45. G5 Sahel, (2020, février). Cadre D'actions Prioritaires Intégré du G5 Sahel (CAPI). *Une plus grande intégration du nexus « Gouvernance - Sécurité – Développement – Droits de l'homme » au service des populations.* [https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2020/11/CAPI\\_VF.pdf](https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2020/11/CAPI_VF.pdf).
46. G5 Sahel, (2020, 5 septembre). Opération SAMA : la Force Conjointe du G5 Sahel démantèle un plot logistique des GAT dans le Gourma. <https://www.g5sahel.org/operation-sama-la-force-conjointe-du-g5-sahel-demantele-un-plot-logistique-des-gat-dans-le-gourma/>.
47. G5 Sahel, (2021, 15 novembre). La Minusma réceptionne le premier lot d'assistance logistique destiné au bataillon mauritanien de la Force Conjointe du G5 Sahel. <https://www.g5sahel.org/la-minusma-receptionne-le-premier-lot-dassistance-logistique-destine-au-bataillon-mauritanien-de-la-force-conjointe-du-g5-sahel/>.
48. G5 Sahel, (2022, 18 juillet). Mot du Secrétaire Exécutif. <https://www.g5sahel.org/mot-du-secretaire-executif-eric-tiare/>.

49. G5 Sahel, (2022, 19 janvier). Lancement du Projet d'Appui à la Résilience des entreprises des Jeunes. <https://www.g5sahel.org/lancement-du-projet-dappui-a-la-resilience-des-entreprises-des-jeunes/>.
50. Nations Unies, (2017). Qu'est-ce que la sécurité humaine ? *Fonds d'affectation des Nations Unies pour la sécurité humaine*. <https://www.un.org/humansecurity/fr/what-is-human-security/>.
51. Nations Unies, (SD). Projet d'Appui à la Force conjointe du G5 Sahel dans la mise en œuvre du Cadre de conformité aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, *le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)*. <https://www.ohchr.org/fr/countries/africa-region/project-supporting-g5-sahel-joint-force-implementation-human-rights-and-international-humanitarian>.
52. Nations Unies, (2022), L'ONU appelle à soutenir la force du G5 Sahel, une composante importante de la réponse à l'insécurité, *Office des Nations Unies à Genève*, <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2022/11/75554/lonu-appelle-soutenir-la-force-du-g5-sahel-une-composante-importante>.
53. Nations Unies, (2023, 16 mai). Conseil de sécurité : l'opérationnalisation de la Force conjointe du G5 Sahel, une priorité pour la région, selon la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique. *Couverture des réunions et communiqué de presse*. <https://press.un.org/fr/2023/cs15283.doc.htm>.
54. Organisation Internationale pour la Migration, (2023, 20 avril), Nouvel accord de coopération avec le G5 Sahel pour renforcer la gestion et la gouvernance des migrations. [Nouvel accord de coopération avec le G5 Sahel pour renforcer la gestion et la gouvernance des migrations | International Organization for Migration \(iom.int\)](#).
55. Union Européenne, (2018). Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel. *Le service diplomatique de l'union européenne*. [https://www.eeas.europa.eu/node/46674\\_fr#:~:text=En%202014%2C%20le%20Burkina%20Faso,auxquels%20ces%20pays%20sont%20confront%C3%A9s](https://www.eeas.europa.eu/node/46674_fr#:~:text=En%202014%2C%20le%20Burkina%20Faso,auxquels%20ces%20pays%20sont%20confront%C3%A9s).

56. Union Européenne, (2020). L'union européenne et le G5 Sahel un partenariat plus que jamais d'actualité. *Le service diplomatique de l'union européenne*. [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/factsheet\\_eu\\_g5\\_sahel\\_updated.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/factsheet_eu_g5_sahel_updated.pdf).

### Article de presse

57. Jeune Afrique, (2023, 2 décembre). Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger quittent le G5 Sahel. *JeuneAfrique.com*. <https://www.jeuneafrique.com/1510714/politique/apres-le-mali-le-burkina-faso-et-le-niger-quittent-le-g5-sahel/#:~:text=Samedi%2C%20le%20Burkina%20et%20le,pays%20dans%20un%20c ommuniqu%C3%A9%20conjoint>.

58. Radio France Internationale, (2023, 23 novembre). Tchad : les autorités affirment avoir déjoué une tentative de coup d'État en décembre. <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20230105-tchad-les-autorit%C3%A9s-affirment-avoir-d%C3%A9jou%C3%A9-une-tentative-de-coup-d-%C3%A9tat-en-d%C3%A9cembre>.

### Autres

59. Wathi. (2017, 5 septembre). Présentation du G5 SAHEL. WATHI. [https://www.wathi.org/debat\\_id/organisations-regionales/wathinote-organisations-regionales/presentation-g5-sahel/](https://www.wathi.org/debat_id/organisations-regionales/wathinote-organisations-regionales/presentation-g5-sahel/).

60. Welle, D, (2023, 12 décembre). Le G5 Sahel continue à soutenir les projets de développement. *dw.com*. <https://www.dw.com/fr/mali-niger-burkina-faso-g5-sahel-coop%C3%A9ration-militaire-lutte-contre-le-terrorisme-au-sahel/a-67702678#:~:text=Il%20y%20a%20d'abord,%2C4%20milliards%20d'euros>.



## Résumé :

Le terrorisme est l'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Il implique plusieurs pays dans le monde, notamment les pays du Sahel où plusieurs opérations francophones de lutte contre le terrorisme ont vu le jour depuis 2012 pour lutter contre le terrorisme à l'image du G5 Sahel. Créé en 2014, l'organisation avec l'aide des partenaires internationaux et des autres opérations de lutte contre le terrorisme au Sahel (la MINUSMA, l'opération Barkane...) a tenté de faire une combinaison entre le militaire et le développement qui semblent être pour eux la meilleure option pour lutter efficacement contre le terrorisme d'une part et éliminer les causes profondes de son expansion d'autre part. Prendre La sécurité Humaine comme théorie, a permis d'analyser les actions du G5 Sahel en mettant l'accent sur les causes, les conséquences de la situation sécuritaire au Sahel et les mesures prises axés sur les populations, la gouvernance, la résilience, le développement humain et les droits de l'Homme.

Plusieurs raisons ont mené à l'échec du G5 Sahel et des leçons sont à en ressortir. Il reste plusieurs autres possibilités au Sahel dans la lutte contre le terrorisme si les pays du Sahel arrivent à tirer des leçons de la défaite du G5 Sahel et s'ouvrir à de nouvelles options ou solutions déjà en place.

Mots clés : terrorisme, sécurité humaine, G5 Sahel, coopération, nexus sécurité-développement.

**UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN**

**Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication**

**École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique |

**[www.uclouvain.be/psad](http://www.uclouvain.be/psad)**

